

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Le référendum d'avril



Horia SIMA :

Qu'est-ce que le communisme ?



Faust BRADESCO :

Les Elites négatives



J.-Y. COULON :

Solidarité et justice



Pierre HOFSTETTER :

La BBC, instrument de subversion

193

prw
UNIVERSITY
OF MICHIGAN
MAY 15 1972
PERIODICAL
READING ROOM

Revue d'histoire du fascisme

Premier numéro : Mai 1972

Directeur : François DUPRAT

Les visages inconnus du fascisme, l'histoire vraie des mouvements fascistes, le recrutement populaire ouvrier et populaire des mouvements fascistes dans le monde.

Des études objectives d'universitaires et de spécialistes sur les aspects volontairement méconnus du fascisme.

Au Sommaire du numéro 1 :

- Le fascisme hindou de Chandra Bose à la R.S.S.S.
- Les premiers SS italiens : la division M.
- Origine sociale et politique des fascistes de Mantoue au moment de la marche sur Rome.
- Le mouvement fasciste au Schleswig-Holstein : la nuit sanglante de Wöhrden.
- Analyse sociologique de la Garde de Fer.
- La politique économique du fascisme de 1922 à 1940.

Un numéro de 128 pages in-8^o, prix : 10,50 F

PARUTION TRIMESTRIELLE

Abonnement à 3 numéros annuels : 35 F

Etranger : 40 F

Abonnement couplé avec **Défense de l'Occident** :

Un an : 70 F

Etranger : 75 F

à adresser à **Défense de l'Occident**,

13, rue des Montibœufs, Paris (20^e) - C.C.P. Paris 2182-19

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 20^e Année

Mars 1972 — N° 103

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *Le Référendum d'Avril* 3
Le Mensonge historique et l'histoire du fascisme .. 6
Horia SIMA : *Qu'est-ce que le communisme?* 10
F. BRADESCO : *Les élites négatives* 27
Pierre HOFSTETTER : *L'Etrange Monsieur Nixon* .. 40
J.-Y. COULON : *Solidarité et Justice* 47
Pierre HOFSTETTER : *La B.B.C., arme subversive* .. 54

CHRONIQUES

- LA CHRONIQUE DES LIVRES, par Philippe LOUBET 60
LA CHRONIQUE DES ARTS, par F.-H. LEM : *La peinture romantique anglaise et les préraphaélites.* 69
-

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Le Référendum d'Avril

tu
..
..
..
..

Le référendum, dans nos structures politiques actuelles, ne peut être qu'un acte ambigu, malhonnête et dangereux. Il l'est de la part du gouvernement qui se propose de profiter du résultat favorable de la consultation et qui transforme ainsi le référendum en plébiscite. Il l'est aussi du fait des partis qui « politisent » cette consultation, cherchent à peser sur la libre préférence des consultés et substituent une « question de confiance » à la question posée. Dans notre système actuel, le référendum n'a donc pas de valeur puisqu'il ne permet pas de savoir quel est le choix sincère de l'opinion. Il n'est qu'une opération politique plus ou moins habilement montée.

al
fs

Si l'on considère sous cet aspect le référendum d'avril, il n'est pas douteux que nous ne devions à cette occasion faire une réponse négative. La politique de « laisser faire » de Georges Pompidou n'a fait qu'apporter les variantes personnelles, un ton de bonhomie, de bienveillance, un certain bon sens à la politique d'usurpation que le nom du général De Gaulle symbolise. Le mensonge historique n'a pas été entamé ni même grignoté. La confiscation du pays par une minorité partisane a été confirmée et même elle s'est étalée sous ce règne avec plus d'impudeur et de scandale qu'autrefois. Georges Pompidou n'est que le gérant paternel de la société anonyme qui s'est emparée du capital de la France. La présence de l'U.D.R. empêche le développement de tout mouvement de redressement national. La situation qui a été créée en Italie au profit du M.S.I. ne peut être créée en France, parce que les électeurs seront tentés de barrer

la route au candidat de Front Populaire en votant *utilement* pour le candidat U.D.R. Le développement de tout mouvement exprimant la volonté de salubrité morale qui existe et s'étend dans notre pays a pour condition première l'éclatement de l'U.D.R. Si l'on ne consulte que notre intérêt politique actuel, notre réponse au référendum doit être : *non*.

Mais nous n'entrerons pas dans ce jeu malhonnête. Puisqu'on nous interroge, nous répondrons franchement en exprimant notre pensée. Il me suffit donc de rappeler à nos lecteurs la position qui est celle de *Défense de l'Occident* depuis vingt ans : l'Europe des Juifs, l'Europe des démocraties, l'Europe des marchands n'est pas la nôtre, l'Europe de Brandt, l'Europe de Gaspéri, l'Europe de De Gaulle, l'Europe de Roosevelt et d'Eisenhower n'est pas la nôtre, notre Europe est une alliance des peuples du continent pour leur indépendance et leur force par une nouvelle morale, une nouvelle hiérarchie, une nouvelle politique. L'entrée de l'Angleterre dans l'ensemble européen ne provoque pas seulement des difficultés économiques et des « distorsions » que personne ne peut prévoir, elle n'est pas seulement, pour beaucoup de secteurs de la production, un « saut dans l'inconnu » : pour nous, elle signifie essentiellement le renforcement du camp démocratique et du clan juif, la proclamation des idées fausses et dangereuses du libéralisme, héritage de la bourgeoisie mercantile du XIX^e siècle et elle est un obstacle supplémentaire à toute remise en ordre et à tout redressement idéologique en Europe.

L'Angleterre avec son système de dominions peut être un allié utile de l'Europe. Elle peut être associée à des opérations précises, limitées, qui sont de son intérêt et du nôtre. Mais elle est nécessairement, par sa position géographique et son destin, orientée vers les mers, plus atlantique qu'européenne, nécessairement soucieuse d'intérêts qui ne s'accordent pas évidemment avec nos intérêts. L'Europe pour être viable doit se constituer d'abord comme une unité *continentale* et se préoccuper du destin des peuples qui font partie de la presqu'île européenne et non des escales qui mènent vers l'Australie. La

politique proposée par Georges Pompidou se réfère, en réalité, au mirage de *l'Entente Cordiale* qui nous a entraîné dans deux guerres mondiales, qui ne nous a valu que des déboires et qui est la grande erreur de la politique française au XIX^e siècle. Nous n'avons aucun désir de proroger ce contrat stupide. Nous ne laissons pas prendre à l'illusion des chiffres. Une Europe qui sait ce qu'elle veut est infiniment plus solide qu'un consortium sournois qui affiche des additions et n'a pour programme que l'augmentation de son bilan.

Si l'on nous demande, par conséquent, d'exprimer sincèrement et sans calcul politique notre opinion sur l'entrée de l'Angleterre dans le système européen, notre réponse est : *NON*.

D. O.

Mensonge historique et l'histoire du fascisme

Le mensonge historique est à l'origine du mécanisme d'intimidation et d'usurpation qui a produit le *Système* actuel et son réseau de prévarications et de pillage. Jusqu'ici, toutefois, la falsification de la vérité avait le malheur d'être artisanale. Elle était laissée à l'initiative individuelle d'estimables fripouilles qui n'avaient pas toujours toute l'autorité souhaitable. Cet échafaudage peu imposant attristait les bonnes consciences. On cherchait depuis longtemps à établir un appareil scientifique à la construction duquel les esprits sérieux et les chercheurs authentiques se dérobaient lamentablement. L'opinion apprendra sans doute avec plaisir qu'on a fini par faire cesser cette triste situation. La falsification de la vérité sera donc présentée désormais sous une forme pseudo-scientifique dont voici la structure.

Un communiqué officieux publié par *L'Aurore* nous informe en effet de la nouvelle invention du comité des faussaires. Sous le titre : *L'histoire de la deuxième guerre mondiale : 200.000 fiches pour l'ordinateur*, *L'Aurore* publie en effet l'information suivante :

« Il existe en France une énorme machine dévoreuse de faits, d'événements, de documents, en un mot d'histoire : c'est le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

« Cet organisme créé il y a vingt-cinq ans, placé sous la coupe du premier ministre et attaché au Centre National de la Recherche Scientifique, a pour mission de réu-

voir tous les documents, les témoignages les plus modestes comme les plus fondamentaux.

« A l'heure actuelle, le Comité poursuit ses recherches dans cinq directions différentes : il prépare une carte de la déportation et une chronologie de la Résistance clandestine ; il étudie la répression à la Libération ; la main-d'œuvre en France et le service du Travail Obligatoire. Enfin il mène à plus longue échéance une enquête sur la collaboration.

« Pour ces enquêtes, le Comité dispose de cent cinquante correspondants départementaux qui recueillent des interviews sur magnétophone ; tous les faits, les noms sont mis sur fiches et ces dernières sont assemblées à Paris.

« A l'heure actuelle le fichier des actes de résistance contient cinquante mille fiches, bientôt il y en aura deux cents mille et un ordinateur rendra leur exploitation aisée pour l'historien...

« Les trésors enfermés dans les bibliothèques, photothèques et fichiers du Comité sont accessibles aux chercheurs du C.N.R.S. et aux historiens « réputés sérieux ». Et c'est peut-être cette définition d'historiens « sérieux » qui provoquent quelques grincements, d'aucuns diraient l'arbitraire ».

Les avantages de cette belle trouvaille sautent aux yeux. Comment contester le « sérieux » des conclusions fournies par l'ordinateur ? Comment confondre désormais les historiens « sérieux » qui auront été admis à se servir de l'ordinateur et les historiens « peu sérieux » qui en auront été privés. La falsification des faits portera désormais une estampille officielle. Les produits des contradicteurs seront ainsi officiellement étiquetés « poison ».

Les ordinateurs n'étant pas heureusement pourvus d'esprit critique, il n'échappe à personne que leurs conclusions dépendront de la nourriture qui leur aura été ingurgitée. Il est tout à fait dommage que cinquante mille mensonges ou même deux cent mille ne suffisent pas à constituer une vérité. On dit tout ce qu'on veut à un magnétophone : c'est un auditeur complaisant qui ne

hausse pas les épaules. On affirmait autrefois que la statistique est un des procédés les plus perfectionnés du mensonge. Ce proverbe n'est plus valable aujourd'hui. Il est évident que l'ordinateur ainsi manipulé est un menteur très supérieur aux statisticiens.

L'autre particularité de ce club scientifique n'est pas moins remarquable. Comme de mauvais esprits pourraient être amenés à faire exprimer à l'ordinateur des conclusions inconvenantes, c'est assurément **une précaution louable** que de n'avoir laissé approcher du fichier **que les historiens qui auront montré patte blanche**. Notons que l'arbitraire de la direction ne paraît entravé par aucun règlement. A lire le texte publié par *l'Aurore* on pourrait s'imaginer que les chercheurs du C.N.R.S. ont automatiquement accès aux précieux ordinateurs. Il n'en est rien. Nous en avons fait l'expérience. Un de nos amis, appointé pourtant par le C.N.R.S. n'a pu avoir accès au fichier du Comité d'Histoire de la 2^e guerre mondiale. La communication des documents lui a été refusée sans explications : et, pour plus de prudence, par téléphone. Le mot « d'arbitraire » que prononce le commentateur officiel de *l'Aurore* ne semble pas déplacé.

La falsification de l'histoire sera donc assurée désormais par une double grille : d'une part par l'altération systématique de la vérité grâce à l'alimentation de l'ordinateur, d'autre part par la sélection des chercheurs qui seront amenés à en analyser les résultats.

Je ne sais quel accueil fera l'opinion aux travaux qui porteront cette singulière estampille. Toutefois, pour faciliter l'information du public, quelques chercheurs indépendants sous la direction de François Duprat ont décidé de collaborer selon leurs faibles moyens à l'enquête organisée par le Comité d'Histoire de la 2^e guerre mondiale. Ils ne disposent pas d'ordinateurs. Ils n'ont pas non plus les moyens de rétribuer cent cinquante enquêteurs qui se promènent avec leur magnétophone à travers les campagnes fleuries. Ce sont simplement de jeunes historiens français ou étrangers qui ont été frappés par quelques singularités que pré-

sente l'histoire officielle de la période contemporaine, par les contradictions qu'elle montre avec ce qu'ils ont pu personnellement étudier. Ils ont décidé d'entreprendre, pour répondre à l'initiative du Comité d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale, une *Revue l'histoire du fascisme*, publication trimestrielle dont le premier numéro paraîtra à partir du 1^{er} mai 1972.

Nos lecteurs trouveront en page de couverture tous les renseignements techniques concernant cette revue. Pour donner un témoignage de l'intérêt que nous portons à la diffusion de la vérité, nous avons décidé d'appuyer cette initiative en créant un abonnement spécial qui s'appliquera à la fois à *Défense de l'Occident* et à la *Revue d'histoire du fascisme* et qui permettra à nos lecteurs de participer à la mise en place de cette nouvelle revue à laquelle nous souhaitons une longue et courageuse carrière.

Maurice BARDECHE.

Qu'est-ce que le Communisme ?

L'article que nous publions ci-dessous est extrait d'un livre d'Horia Sima qui vient de paraître à l'étranger sous le titre Qu'est-ce que le communisme. Horia Sima fut un des principaux compagnons de Codreanu, chef de la Garde de Fer roumaine, dont nous avons plusieurs fois entretenu nos lecteurs.

CODREANU.

1. Le communisme n'est pas une doctrine.

Le communisme possède une doctrine mais par sa structure profonde il n'est pas ce qu'on peut appeler une philosophie ou une doctrine marxiste. C'est une erreur de croire que les succès du communisme sont dus à la supériorité du concept marxiste par rapport aux autres idéologies et à une vision plus juste que les autres qu'il apporterait de l'évolution de l'humanité à notre époque.

C'est devenu un lieu commun de constater que les thèses de Marx en ce qui concerne les transformations que devait subir la société moderne sous l'emprise des nouvelles forces économiques ne se sont pas produites en réalité. Marx soutenait que le communisme triompherait dans les pays industriels parce que seules dans ces pays se trouvaient réunies les conditions nécessaires pour détruire l'ordre bourgeois. Dans les pays de haut niveau industriel, affirmait-il, il se produira certains phénomènes simultanés de tendances diamétralement opposées : d'un côté une concentration du ca-

pital, de l'autre un processus de prolétarisation progressive des masses populaires. Quand ces contradictions internes de la société bourgeoise parviendront à leur paroxysme la lutte des classes revêtira des formes aiguës et il se produira des révolutions et le pouvoir tombera entre les mains du prolétariat.

A la grande déception des exégètes marxistes en aucun lieu de la terre cette prédiction ne s'est réalisée. La réalité a refusé de se conformer au moule de la pensée marxiste. Il est facile de le démontrer.

Premièrement, le communisme n'a triomphé dans aucun pays de haut niveau industriel. Toutes les victoires communistes se sont produites dans des pays de type agraire, dont l'industrie commençait à peine, ou dans un état insuffisamment développé pour pouvoir construire une civilisation industrielle : la Russie, la Chine, la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, la Lettonie, l'Estonie, Cuba, l'Albanie, la Corée, le Vietnam...

Deuxièmement, la seconde constatation désagréable pour les doctrinaires post-marxistes est celle que les masses populaires des pays fortement industrialisés ne se prolétarisent pas. Ce qui se produit est exactement le contraire. Le niveau des masses populaires s'améliore rapidement et rejoint le niveau de la classe moyenne. Le problème social se résout dans les grands pays occidentaux comme au Japon pour ainsi dire au moyen d'un processus de conversion de l'ouvrier en petit bourgeois : au moyen de salaires plus élevés, grâce au système de la Sécurité Sociale, grâce à la participation aux bénéfices des entreprises. La misère de la classe populaire comme elle a été décrite dans la littérature du XIX^e siècle n'existe plus en réalité dans ces pays développés.

Nous ne pouvons nous étendre davantage sur ce problème pour démontrer que, sous d'autres aspects également, la doctrine du matérialisme historique a échoué devant les faits. Mais, malgré le discrédit dans lequel est tombé le marxisme comme doctrine, le marxisme comme mouvement et comme organisation politique continue sa marche en avant. La doctrine a beau être contredite par les faits, cela ne porte pas préjudice au mouvement. Comment expliquer cette anomalie ? Il n'y a qu'une seule explication : le secret de l'expansion

communiste n'a pas pour base sa doctrine. Il doit exister un autre moteur, un autre centre d'énergie qui assure la marche en avant du communisme indépendamment de sa doctrine.

2. Le communisme n'est pas un système économique et social.

Bien que, dans notre chapitre relatif à la doctrine, nous n'ayons pas nié que le communisme a forgé un système économique et social qui présente la lutte des classes comme un modèle séduisant pour gagner la sympathie des masses populaires, toutefois ce système ne constitue pas la note dominante du communisme et ce n'est pas lui qui explique sa gigantesque expansion.

La lutte qui s'est établie entre le communisme et le reste du monde libre serait, selon la propagande communiste, une lutte à mort entre deux systèmes économiques et sociaux entièrement différents : d'un côté le capitalisme, de l'autre la nouvelle société organisée sur des bases socialistes. Dans cette perspective mondiale, un des deux systèmes serait destiné à disparaître.

Cette simplification des relations existant entre les deux blocs ne correspond pas à la réalité. La soi-disant existence d'un antagonisme irrémédiable entre le capitalisme et le communisme est un de ces faux-passeports avec lesquels le communisme se présente dans l'arène internationale.

Si nous examinons les deux forces qui se disputent depuis presque un siècle la domination du monde, nous constatons avec étonnement que les différences entre elles ne sont pas du tout aussi radicales que le prétend la propagande communiste. Entre ces deux blocs, l'un soi-disant conservateur et l'autre soi-disant révolutionnaire, on ne parvient pas à distinguer avec clarté des différences capitales. Quelles innovations radicales a apporté le communisme par rapport au capitalisme ? Si nous en croyons les écrivains communistes, le communisme a réussi à créer une structure sociale supérieure à l'ancienne société capitaliste bourgeoise, société nouvelle dans laquelle ont disparu les injustices sociales. Mais est-ce là une affirmation exacte ? Si nous prenons comme exemple des réalisations du communisme les états dans lesquels il s'est établi, nous ne découvrirons aucune de ces

grandes et généreuses transformations sociales annoncées ni l'application d'un programme destiné à éliminer les défauts du régime capitaliste. Au contraire, on constate un fait absolument extraordinaire : non seulement le communisme a laissé subsister au sein de son propre régime le système capitaliste avec tous ses défauts, mais il a appliqué essentiellement ce qu'il a de négatif et de condamnable avec une dureté inconnue dans le monde de la libre entreprise.

Dans le système communiste, ne disparaissent ni le système capitaliste ni sa tendance à la concentration. Au contraire, sous le contrôle de l'état, se réalise la plus gigantesque concentration de capitaux imaginable au sein d'une société. Tous les capitalistes sont expropriés, grands et petits, tous les membres des professions libérales, tous les artisans, tous les individus qui possèdent la moindre fortune, mais non pas au bénéfice du peuple mais au bénéfice de l'appareil du Parti Communiste constitué par un groupe limité de personnes. Ce groupe est en réalité le plus riche du monde entier, il dispose d'une façon illimitée de toutes les richesses du pays, de tous ses moyens de production et, ce qui est plus grave encore, y compris le travail des personnes humaines. Il n'existe rien dans l'économie d'un pays communiste qui ne soit absorbé par l'hydre du Parti.

Le système communiste a-t-il réussi à éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme ? Cette exploitation a-t-elle disparu, laissant place à la justice sociale, comme le prétendent les prophètes du communisme ? Non seulement on ne constate pas dans les pays communistes un commencement de réparation des injustices sociales qui existaient dans les sociétés anciennes, mais au contraire l'exploitation de l'homme revêt des formes barbares, allant jusqu'à la destruction physique de la personne humaine par le travail forcé, les salaires dérisoires et la faim. Le communisme a inventé l'esclavage moderne : l'homme-robot, l'homme devenu simple unité de travail, traité pire que les animaux.

Le communisme comparé au capitalisme n'améliore pas la condition humaine, il n'apporte pas d'idée généreuse, mais il a adopté tout ce que la société bourgeoise avait de mauvais, tous ses aspects négatifs et ce sont ceux qu'il utilise de préférence et qu'il intensifie au maximum. Tandis que, dans la société

capitaliste bourgeoise, le bien et le mal coïncident en des proportions variables, dans la société communiste, le bien a été complètement éliminé et le mal est le seul élément qui subsiste et qui soit cultivé dans toute sa pureté comme ailleurs on cultive les microbes in vitro. Le communisme ne combat pas le capitalisme pour détruire ses abus, pour créer un monde meilleur et plus juste, mais pour exercer partout la technique du mal, de l'exploitation, de l'injustice sans être limité par rien. Loin d'être le paradis sur la terre, ce que prétend réaliser le communisme, c'est l'enfer sur la terre, un enfer imposé par les formes les plus raffinées de la torture de malheureux êtres humains.

3. Le communisme n'est pas une révolution.

Si l'on en croit les apparences, on a l'impression de se trouver devant une révolution qui se propage irrésistiblement, conquérant pays après pays sans qu'on puisse l'arrêter : la réalité est toute autre et nous oblige à une révision historique. En fait, nous ne connaissons aucune révolution qui ait été réalisée par les communistes et ceux-ci ne sont jamais arrivés au pouvoir dans aucun pays au moyen de la révolution. Les révolutions, ce sont les autres qui les ont faites, d'autres personnes, d'autres partis avec d'autres programmes, d'autres moyens, tandis que l'unique mérite des communistes est d'avoir eu l'habileté de se servir des sacrifices des révolutionnaires authentiques. Ce qu'ils appellent une révolution c'est en réalité du parasitisme révolutionnaire.

Prenons par exemple la Russie, le pays dans lequel a triomphé pour la première fois dans le monde l'idéologie communiste, et considérons ce pays comme l'alma mater du communisme. La grande Révolution russe a été l'œuvre des éléments modérés de la nation, des libéraux, des socialistes révolutionnaires ou agraires, des sociaux-démocrates, y compris certains éléments de la noblesse. La Révolution s'est produite en Russie comme la réaction d'un peuple entier, de toutes les classes sociales contre un régime qui ne correspondait plus aux nécessités de sa vie. La Révolution russe a reçu en outre un formidable renfort de la part des nationalités qui composaient la mosaïque de l'empire russe et qui se levaient

pour conquérir leur liberté nationale. Si la Révolution s'était déroulée dans des conditions normales, les résultats de la Révolution russe auraient été à peu près semblables à ceux de la Révolution française. Elle tendait à l'élimination des privilèges injustes et à la création d'une société de type bourgeois. A la date à laquelle fut abattu le régime tsariste, en février 1917, les chefs bolcheviks, Lénine, Trotsky, et autres se trouvaient en exil puisqu'ils avaient été déportés antérieurement. Leur participation dans les événements de février fut nulle. Y compris au sein des soviets de soldats et d'ouvriers qui se constituèrent après l'abdication du Tsar où les éléments modérés prédominaient. Les bolcheviks utilisèrent la période du gouvernement de Kérensky pour supplanter à la tête des soviets les forces nationales. Les uns après les autres, les socialistes révolutionnaires et les socialistes démocrates, le véritable moteur de la révolution, furent écartés des postes de commandement et remplacés par les bolcheviks et, moyennant cette substitution, la classe ouvrière devint une masse de manœuvre à la disposition des bolcheviks. Quand ils eurent la certitude qu'ils étaient les maîtres des masses populaires, alors les bolcheviks attaquèrent également le gouvernement provisoire et s'emparèrent eux-mêmes du pouvoir.

Les bolcheviks n'ont jamais reconnu comme date de leur révolution le jour de l'abdication du Tsar parce que cela reviendrait à reconnaître que la révolution ce sont d'autres qu'eux qui l'ont faite, mais ils se sont attachés à la date d'octobre 1917, lorsque fut abattu le gouvernement Kérensky. Les bolcheviks conquièrent le pouvoir avec quelques milliers d'hommes qui avaient su s'infiltrer dans les postes de commandement des ouvriers des organisations ouvrières.

L'implantation du régime communiste en Espagne se réalisa exactement suivant la même formule. Au moment de la chute de la monarchie, la participation des communistes fut nulle mais, imperceptiblement, le pouvoir glissa de plus en plus vers la gauche jusqu'à ce que, après le triomphe du Front Populaire en 1936, les communistes eurent obtenu une influence prépondérante dans le gouvernement. Quelles révolutions ont réalisées les communistes pour convertir en colonies la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne ou les

Pays Baltes? Est-ce que la population de ces pays s'est révoltée sous le drapeau du Parti Communiste contre l'ancienne classe dirigeante pour proclamer son rattachement à Moscou? Les partis communistes de ces pays étaient trop faibles pour réaliser seuls une révolution parce qu'ils se trouvaient à chaque fois en face d'une population hostile à tout rattachement à Moscou. Les communistes ont été placés au pouvoir en réalité par l'armée soviétique d'occupation, bien qu'ils ne fussent les représentants que d'une fraction infime de la population, ceci sous l'œil bienveillant des grandes démocraties occidentales.

Mais considérons par exemple le cas de Cuba qui est encore plus récent et plus éloquent. Fidel Castro n'a pas conquis le pouvoir en qualité de chef communiste mais comme chef d'une révolution nationale. Si, dès le commencement de son action, il avait révélé clairement son identité politique, il ne serait pas parvenu à la victoire. Il a spéculé sur tous les mécontents du régime de Batista, il a coalisé autour de lui la totalité de l'opposition et c'est seulement après avoir consolidé son pouvoir qu'il a laissé tomber le masque et qu'il a donné à la révolution une direction communiste en éliminant les uns après les autres les éléments qui s'opposaient à cette orientation.

La Chine n'a pas été conquise par Mao au moyen d'une action révolutionnaire mais par une campagne militaire organisée dans le nord du pays avec l'aide des soviets et grâce à la neutralité des Américains. Ce sont ces derniers qui ont créé un vide militaire dans toute cette zone, obligeant les Japonais à se retirer tandis qu'ils refusaient de soutenir Tchang Kai-chek.

Il ne manque pas d'autres exemples de conquêtes communistes d'un pays par la terreur : c'est ce qui est arrivé en Yougoslavie avec Tito, en Indochine avec Ho Chi-minh. Cette méthode ne peut être regardée comme une méthode révolutionnaire parce que, en aucun cas, elle n'implique l'adhésion de la population.

Quand un groupement politique représente un courant révolutionnaire on le voit tout de suite grâce à l'attitude des masses populaires. Les masses descendent dans la rue, appliquent les consignes qui émanent de leur mouvement, acclament

leur chef, luttent contre l'ordre constitué et, une fois qu'ils l'ont détruit, installent au pouvoir ceux qui représentent leurs idées. Mais, dans toutes les révolutions qui se sont terminées par la victoire des communistes, les chefs se sont cachés dès le début de l'action dans des bastions bien protégés, ils ont laissé aux autres la tâche de se battre, d'assumer les risques de la bataille tandis qu'eux ne sont entrés en action qu'au dernier moment pour cueillir les fruits des sacrifices faits par autrui.

Ne confondons pas la révolution avec l'agitation maintenue par les communistes dans le monde entier. Cette agitation est l'œuvre de quelques milliers d'agents formés dans des écoles spéciales. Quelques centaines d'individus bien préparés peuvent provoquer la confusion dans le sein d'un peuple en perpétrant des attentats ou en exploitant le mécontentement populaire. La révolution est un phénomène beaucoup plus profond, une accumulation de mécontentements au sein d'une nation qui explose à la lumière en un instant comme la lave d'un volcan. La Révolution française fut une telle révolution. La Révolution russe de février 1917 fut également une telle révolution mais l'histoire n'enregistre aucune révolution réalisée par les communistes sous leur propre responsabilité.

Les communistes ne sont pas des révolutionnaires au sens noble du mot. En aucun pays du monde ils n'ont été capables d'électrifier les masses pour lutter pour la victoire de leur drapeau. Qu'est-ce que la tactique du Front Populaire, sinon la confession de leur propre impuissance ? Toujours le communisme a senti la nécessité de se camoufler sous d'autres étiquettes, à l'intérieur d'autres forces et de se servir des emblèmes et des consignes des autres partis parce qu'ils savent que s'ils prenaient eux-mêmes l'initiative le peuple refuserait de les suivre. Chaque fois qu'un parti communiste s'est présenté devant les électeurs, il n'a jamais réussi à retrouver derrière lui qu'une fraction du corps électoral. Les communistes sont devenus experts dans l'art de se servir des erreurs des autres partis politiques ainsi que des faiblesses humaines. C'est grâce à ces méthodes de perfidie qu'ils peuvent accéder au pouvoir, mais jamais et en aucun cas ils n'ont eu l'honneur de forger eux-mêmes une action révolutionnaire.

4. Le communisme n'est pas un parti.

Bien qu'il existe de nombreux partis communistes dans le monde, les groupements politiques qui portent ce titre ne peuvent être assimilés aux partis traditionnels, qu'on songe aux partis conservateurs ou aux partis sociaux-démocrates. Un parti communiste ne peut prendre place dans le concept général de parti politique. Un parti, en effet, grosso modo, est une fraction d'un peuple qui s'organise sur la base d'un programme ou qui est animé par un idéal pour conquérir le pouvoir à l'intérieur d'un état. Un parti lutte pour imposer son point de vue formulé par un groupes de citoyens à la direction de l'état. En tout cas, indépendamment des objectifs poursuivis par un parti, celui-ci est une expression de la nation : une formation qui est issue de l'énergie nationale, de la terre de la patrie et qui réalise son objectif politique dans ses limites. Par exemple un parti français ne se donne pas pour objectif de conquérir le pouvoir en Angleterre ou vice-versa. Les aspirations d'un parti, depuis les plus sublimes jusqu'aux plus mesquines, trouvent leur réalisation dans le sein du cadre national.

Les partis communistes, au contraire, ne naissent pas sous le signe de la nation, n'ont pas pour objectif de se réaliser dans un cadre uniquement national. Ils ne sont une manifestation de la volonté nationale ni par leur origine ni par leur structure. Comment naît, en effet, un parti communiste ? La naissance d'un parti communiste n'a pas pour origine l'inquiétude d'une certaine catégorie de citoyens mais elle est décidée au-delà des frontières par l'Internationale Communiste. Cette organisation décide la création d'un parti dans tel ou tel pays au moment où elle regarde cette création comme opportune. Procédant d'un milieu politique étranger à la nation et même décidé à sa perte, il est logique qu'un parti communiste ne puisse s'identifier à aucun moment de son existence aux intérêts de la nation elle-même et il ne réussit même pas à s'identifier aux intérêts de la classe qu'il prétend représenter. L'objectif final de tout parti communiste est la destruction de l'état national pour que, des ruines de celui-ci, se dégage un état contrôlé par la force internationale qui l'a créé. Un parti communiste n'est qu'une suc-

cursoire de l'Internationale communiste et tout son programme et toute son action ne font que refléter la tactique de cette organisation.

Un parti communiste ne représente pas autre chose que la pénétration d'un corps étranger dans l'organisme national. Pour cette raison, tant que la nation se trouve en pleine santé, elle réagit avec vigueur contre le communisme, le combat, le pourchasse et s'efforce de l'éliminer de l'organisme national, exactement comme un organisme biologique se défend contre les microbes et contre les transplantations d'organes. Le communisme est une forme étrangère de vie collective qui altère profondément l'unité fondamentale de la nation.

Si nous considérons la structure interne du Parti Communiste, nous constatons une série d'anomalies qui le disqualifient et lui interdisent de se présenter comme un parti national. Tout parti communiste, de n'importe quel pays, est organisé sur la base de ce que l'on appelle le centralisme démocratique, expression extraordinaire qui implique une contradiction des termes. Car si un parti a une constitution démocratique, alors la direction aussi bien que toutes les décisions qu'on adopte, dépendent du vote de ses membres. Au contraire, si un parti est centralisé, alors la direction aussi bien que les activités de ce parti dépendent du centre, elles sont l'ouvrage exclusif d'un groupe restreint de personnes ou d'un chef suprême. A quelle catégorie appartient le Parti Communiste ? En aucune manière il ne peut se présenter comme une organisation démocratique puisque les affiliés de ce parti sont de simples exécutants des ordres reçus du sommet. Pour sauver les apparences, on réalise un simulacre d'élections avec des candidats qui sont désignés par les responsables et qui sont régulièrement élus à l'unanimité. De même on procède à un simulacre de débat à différents niveaux du Parti et, dans ces débats, ce sont toujours naturellement les thèses du Comité central qui triomphent. Un parti communiste ne conserve donc absolument aucun rapport avec le système démocratique mais il est dirigé selon les règles de la dictature la plus absolue. Toutes les fonctions sont déléguées par la direction centrale et toutes les décisions sont prises dans le même laboratoire sans aucune participa-

tion des organisations de base. La liberté individuelle est une notion inconnue dans le communisme, répudiée et annihilée quand elle essaie de se manifester.

On peut objecter que ce système d'organisation basé sur la hiérarchie et la discipline a été adopté également par d'autres partis qui ne sont nullement des partis communistes : Le national-socialisme, le fascisme, les mouvements nationalistes en général et les dictatures militaires. Mais remarquons tout d'abord qu'au sein de ces partis, nulle part la limitation de la liberté individuelle n'a atteint le niveau terrifiant qui règne à l'intérieur du Parti Communiste. En outre, il existe entre ces diverses formations une différence fondamentale, les partis nationalistes uniques, les formations patriotiques ou militaires ont à leur tête un chef de qui émanent les ordres et qui assure la responsabilité de l'attitude du mouvement tout entier. En ce cas, une nation sait quel est son chef responsable. Au contraire, dans un parti communiste, il est très difficile de préciser quel est le véritable chef responsable, qui assume la responsabilité suprême et quel est l'interlocuteur valable vis-à-vis de l'étranger. Certes, il existe un Secrétaire général qui paraît être l'homme fort puisque c'est de lui que, à travers l'appareil du Parti, émanent tous les ordres. Mais le Secrétaire général est-il en réalité le chef du Parti Communiste ? Il nous suffit de réfléchir sur le destin de Khrouthchev qui eut le pouvoir d'abattre le mythe de Staline et d'écarter de la direction du Parti la vieille garde bolchevique, de Khrouthchev qui menaçait l'Occident tout entier de disparition et d'écrasement, de Khrouthchev qui paraissait être le chef absolu de toutes les Russies. Un beau jour il a disparu de la scène de l'histoire sans que se produise la plus légère révolte de ses partisans et il a été transformé en un retraité uniquement par des manœuvres souterraines du Comité central. Cette chute énigmatique et si différente des drames qui ont accompagné le changement des tyrans communistes précédents est un utile sujet de réflexion. Elle nous prouve qu'il existe selon toute probabilité une direction mystérieuse toute-puissante à l'intérieur du Parti Communiste, une direction occulte, invisible. Tout parti communiste possède de la même manière une telle direction anonyme beaucoup plus puissante que l'appareil même du Parti. Ce comman-

dement occulte est en prise directe sur tout le système mondial de l'organisation de la totalité des partis communistes. Pour comprendre comment est dirigé un parti communiste et comment le mouvement mondial communiste tout entier est dirigé, il serait nécessaire de savoir quels sont les groupes anonymes qui sont à l'œuvre dans ce cerveau mystérieux.

Les partis communistes ne méritent donc pas le nom de parti parce qu'ils n'ont rien de commun avec les partis traditionnels tels que les connaît notre histoire depuis la Révolution française jusqu'à présent. Ils ne prennent le nom de parti que parce que, sous cette dénomination, ils peuvent obtenir plus facilement des titres de naturalisation au sein de chaque nation mais, en réalité, les partis communistes ne sont que les avant-gardes de l'ennemi parmi nous et, pour mener à bien leur œuvre destructrice, ils se camouflent sous l'apparence bénigne d'un parti ayant des caractéristiques normales.

5. Le communisme n'est pas un état.

Cette affirmation semble être la plus extravagante de toutes celles que nous avons avancées. Comment peut-on nier l'existence de l'état communiste, c'est-à-dire d'un état créé par les communistes, conforme à la conception de vie communiste quand aujourd'hui existent dans le monde tant d'états communistes avec lesquels le monde libre a noué des relations diplomatiques normales ? Et certes nous ne nions pas l'existence de telles entités politiques appelées état communiste, comme par exemple la Russie communiste, la Roumanie communiste, la Pologne communiste, etc... Mais nous considérons que ces pays tels qu'ils sont gouvernés actuellement par les équipes au pouvoir ne réunissent pas les conditions nécessaires pour mériter le titre d'état dans l'acception classique du mot. Les états communistes se sont introduits dans la famille mondiale des états par la fraude et la falsification et se sont approprié un titre qu'ils ne peuvent justifier par leur structure individuelle. Sans entrer dans des discussions spéciales, limitons-nous à ce que l'on peut rencontrer dans n'importe quel traité de Droit Public.

Tous les étudiants apprennent que l'existence d'un état est conditionnée par trois facteurs : un territoire, un peuple, et une autorité centrale pour représenter les intérêts et les aspirations de cet état. La substance de l'état est donc la nation. La nation s'organise sur un territoire en vue d'accomplir sa destinée historique. Au contraire la structure des états communistes est toute différente. Ceux-ci se présentent avec une amputation essentielle. Des trois facteurs qui constituent un état, ils n'en possèdent en réalité qu'un seul, le territoire. Par conséquent, ils ne peuvent être considérés autrement que de simples expressions géographiques. Ce sont des états morts, des états qui n'ont plus de peuple. Evidemment, dans ces pays, la nation semble exister encore, mais elle se trouve dans la situation paradoxale d'être étouffée dans son propre pays et de ne plus mener qu'une existence obscure. Dans un Etat communiste coexistent deux réalités qui sont essentiellement étrangères l'une à l'autre, d'une part la direction officielle du pays, d'autre part la nation qui mène une existence larvaire à l'intérieur de l'Etat. Où se trouve, dans cet Etat, la substance nationale ? On la trouve dans les camps de concentration ou réduite à l'état de bête de somme. Dans un Etat communiste, la nation tout entière est prisonnière et on y vit comme dans une gigantesque prison. Les frontières sont hermétiquement closes et gardées par des gardiens féroces pour que personne ne puisse échapper. La nation avec toutes ses classes confondues, avec toutes ses professions, avec toutes ses énergies créatrices, est enfermée à perpétuité dans cette enceinte infranchissable. En raison de ce divorce entre la nation et la direction de l'état communiste, ces états ne peuvent prétendre à la souveraineté nationale. Ils ne sont pas des états indépendants et encore moins autonomes. Il existe bien, certes, une autorité centrale, un gouvernement, une administration ou, pour mieux dire, un régime, mais cette autorité n'émane pas de la nation. Le principe selon lequel tous les pouvoirs émanent de la nation ne trouve aucune application dans un état communiste, la nation telle que l'état l'a faite est enchaînée, elle est privée de tous les biens et de tous les droits et ne dispose d'aucun moyen pour faire connaître sa volonté. Ceux qui se manifestent en son nom, les personnes qui apparaissent publiquement avec le titre de

chef d'état, de chef de parti ou de gouvernement ne sont en réalité que les représentants d'une superstructure imposée à la nation par une force étrangère. L'autorité communiste n'a aucun rapport quel qu'il soit avec l'exercice de la souveraineté nationale.

L'autorité centrale dans un état communiste est sous le contrôle de l'Internationale Communiste, de l'organisation mondiale qui donne des ordres au moyen de son personnel de confiance à la totalité des états communistes. En réalité, les états communistes représentent les limites de l'expansion de l'impérialisme communiste, ce sont des conquêtes, des annexions, des provinces qui ont été ajoutées à l'ensemble du territoire communiste.

Les communistes ont acquis par la falsification et la violence le titre de représentants de ces états qui portent aujourd'hui le nom d'états communistes, comme cela arrive en Roumanie, en Hongrie, en Pologne, à Cuba, etc... Ils ont imposé un joug à ces nations par la force et ils ont bouleversé tout le cours de leur existence historique. Désormais l'histoire de ces nations n'est plus la leur, elle ne leur appartient plus mais elle est celle de l'Internationale Communiste qui leur a imposé une sanglante dictature. La terreur est l'instrument de cette dictature. Toutes les charges, toutes les institutions qui ont pour origine ce pouvoir étranger à la nation se soutiennent par cet unique moteur. Tout ce qu'on peut voir exister dans un état communiste depuis le gouvernement jusqu'à une association sportive est une dépendance plus ou moins étroitement reliée à cet appareil de canalisation de l'intimidation et de la terreur et ne sert en réalité qu'à l'expansion du communisme dans le monde.

Comme dans un système d'irrigation il existe un bassin central duquel partent toutes les eaux et qui irrigue par ses canaux et ensuite par les plus minces ruisselets toutes les parties de l'état communiste. Toutes les institutions sont alimentées par ces énergies ténébreuses qui ne servent en réalité qu'à renforcer l'appareil de l'intimidation et de la peur. Si cet appareil d'intimidation et de terreur disparaissait, la façade pourrie de l'état communiste s'écroulerait aussitôt avec la totalité de ses ramifications et la nation apparaîtrait, triomphante, à la lumière.

6. Le communisme est une conspiration.

Une fois que nous avons réussi à éliminer tout ce qui est extérieur dans le communisme, nous pouvons pénétrer dans ses profondeurs, plus loin que sa façade trompeuse, plus loin que les concepts et les idées toutes faites qui sont à la mode dans la pensée moderne. De même qu'il existe une face visible et une autre invisible de la lune, qu'on n'a pu explorer que de nos jours, de même nous pouvons imaginer le communisme avec deux faces et seule l'exploration de sa face cachée nous garantira la possession de la vérité.

Dans sa dernière expression le communisme est une conspiration. Pour nous convaincre de ce fait, nous avons à notre disposition une preuve indubitable. Depuis sa naissance, si l'on remonte à ses origines les plus anciennes, le communisme est apparu d'abord sous la forme d'une conspiration. Le plasma germinal du communisme est cette conspiration. Prenez tous les partis, tous les groupements politiques, tous les mouvements : ils sont apparus au grand jour depuis le premier moment et ils ont fait connaître aussitôt leur identité politique et spirituelle ; nous sommes tel et tel, nous désirons telle et telle chose, nous possédons tel programme et nous aspirons à telles réformes. Seul le communisme constitue une exception. La présence du communisme dans le monde s'est manifestée en premier lieu sous la forme de sociétés secrètes qui se fondèrent aux environs des années 1820. C'est seulement en 1836 que les bases organiques de ce mouvement purent être organisées quand les réseaux secrets communistes qui fonctionnaient en différents pays occidentaux se réunirent pour former « l'Alliance Communiste » qui eut son siège à Londres. Karl Marx appartenait depuis le commencement à quelques-unes de ces sociétés secrètes et finalement ce fut lui qui émergea comme le premier chef suprême du mouvement communiste. Il est donc indispensable de préciser que, par conséquent, Marx, avant d'être un philosophe, un doctrinaire ou un visionnaire du communisme a été un conspirateur et un agitateur. La doctrine est apparue chez lui beaucoup plus tard, après que le mouvement se fut constitué et que les cellules d'agitation et de conspiration eurent été essaimées à travers le monde entier.

La conspiration précéda la doctrine et l'agitateur Marx précéda le philosophe Marx.

Sa philosophie elle-même est essentiellement au service de cette conspiration. Nous ne devons pas nous imaginer que Marx a étudié la réalité sociale et économique de son temps et celle d'autres époques et qu'il en est sorti les théories qu'il a soutenues comme tout philosophe l'aurait fait. C'est là une erreur complète. Marx eut pour but de créer une philosophie qui pouvait servir à réaliser les objectifs de la conspiration. En forgeant ses théories, il est parti de sa conclusion, de son objectif final, des plans de la conspiration elle-même, la domination mondiale, et il a créé sa philosophie en fonction de cette perspective. Il est facile de le démontrer. Toute sa philosophie est orientée de telle manière qu'elle dégage comme instrument final la lutte des classes présentée comme l'instrument de toute transformation historique.

Or, quel est le principal obstacle sur le chemin de la domination mondiale, quelle qu'elle soit et de quelque manière qu'on la comprenne, quel est l'obstacle devant lequel se sont brisés tous les impérialismes ? Ce sont les peuples, les nations. En effet, ces entités naturelles résistantes et impossible à détruire du dehors par la force ou la conquête devaient être attaquées avec une arme qui pouvait provoquer leur mort de l'intérieur. Le marxisme, en proclamant la lutte des classes comme facteur décisif de l'histoire de l'humanité, a forgé implicitement l'instrument d'annihilation des peuples. Au lieu que les peuples défendaient autrefois leur existence contre des menaces extérieures, ils seront enveloppés désormais dans la lutte interne de classes qui aura pour résultat de les débilitier et de les paralyser pour en faire la proie du communisme.

La conspiration représentant la base du mouvement communiste est le fil rouge de son histoire. C'est l'âme même du communisme, sa pulsation interne, le moteur qui lui assure la continuité et la série ininterrompue de ses succès. Sans l'existence de ce facteur occulte, nous ne comprendrions rien à la gigantesque machine d'agitation qui opère dans le monde entier sous ce nom et qui a pour but de s'étendre à toute la terre.

Tout peut être soumis à révision et à transformation au sein du communisme. Des partis communistes peuvent apparaître et disparaître. La doctrine communiste peut se changer, s'étirer et se transformer comme du caoutchouc pour s'adapter aux situations les plus variées. Les systèmes économiques peuvent subir les mêmes changements et, si c'est indispensable, des états communistes peuvent également être dissous d'un seul coup de baguette, y compris l'armée rouge. Le communisme peut même renoncer aux armes nucléaires. Cela ne serait en aucun cas une solution définitive ; le péril communiste n'aurait pas disparu pour autant. Tant que l'on n'a pas désarticulé et désorganisé l'organe central, le noyau occulte de la conspiration, toutes les modifications qu'on peut apporter du dehors n'ont qu'un caractère technique et provisoire et le communisme renaîtra avec une nouvelle physionomie.

En résumé, au commencement a existé une conspiration et c'est à partir de cette volonté de conspiration et d'agitation que se sont dégagés les partis internationaux, les doctrines, les états, les armées qui sont destinés à la servir. Pour résumer cette situation en termes marxistes, la conspiration représente l'infrastructure du communisme et tout le reste de ses manifestations n'en constitue que la superstructure.

Horia SIMA.

Les élites négatives

Notre époque restera sans doute dans l'histoire comme exceptionnelle et monstrueuse. Exceptionnelle par les idées et les bouleversements sociaux qui la caractérisent ; monstrueuse par la somme de haine qu'elle déverse sur l'humanité et par certains types d'hommes qu'elle a engendrés. Notre époque est une véritable tératologie psycho-sociale. On se heurte à tout bout de champ à ces monstruosité bipèdes, puantes de vanité et haletantes sous le poids de leur prétentions.

Manœuvrées de l'ombre avec une habileté diabolique, ces tristes créatures se multiplient, comme sous la poussée d'un phénomène de génération spontanée, sur toutes les latitudes. Il est vrai qu'il suffit de leur dire que les nations ou les masses populaires ont besoin d'elles pour qu'elles se croient tout permis et se considèrent le sel de la terre. C'est, bien sûr, une conséquence des proportions prises par les mouvements de gauche, qui font appel à n'importe quel subterfuge pour faire grossir leurs rangs et pour jeter la confusion dans la société.

Parmi ces monstruosité, il y a quelques catégories dont la condition est encore plus triste que celle des autres. Car leur sort aurait pu être lumineux. En d'autres circonstances, grâce à un peu plus de réflexion et de bon sens, ces catégories auraient pu être sauvées, ou, du moins, elles auraient pu sauver la face. Mais dans l'ambiance tiède d'une démocratie défaillante et sous les coups de

bélier de la propagande marxiste, on est facilement porté à oublier ce qu'on est et ce qu'on représente. Il suffit d'un peu d'astuce bien placée pour que des gens intelligents et de cœur sombrent dans le néant de leur propre perte. Sous des pressions bien dosées, ils deviennent le contraire de ce qu'ils auraient dû être. Nous voulons parler des « *étudiants pseudo-révolutionnaires* », des « *intellectuels gauchistes* » et des « *prêtres progressistes* ».

Trois catégories dont le rôle aurait pu être décisif dans cet affrontement apocalyptique qui approche. Par leurs attributs fonctionnels (j'ai failli dire leurs « *qualités* », mais le mot est interdit dans leur jargon, ayant une sonorité non-matérielle et fasciste), donc, par leurs attributs fonctionnels, ces trois catégories étaient destinées à constituer les fondements d'une nouvelle société; si elles avaient gardé, naturellement, la sensibilité du cœur, la dignité de leur catégorie et le sens de leur mission dans la société. Conditionnées, cependant, à ne voir et à ne juger que par les prismes truqués de la machine marxiste, elles se sont laissé submerger par la propagande de ceux qui exploitent la misère humaine pour des buts impérialistes et hégémoniques. Comme des robots bien huilés, elles suivent les sentiers de la révolte et de l'anarchie qu'on leur indique, et se gargarisent des beaux slogans humanitaires qu'on leur inculque. Volontairement indifférentes, ou tout simplement inconscientes, elles persévèrent à contredire leur véritable condition dans la société.

Errare humanum est, mais *perseverare* de la part de ces catégories, considérées capables de distinguer le bon du mauvais, le juste de l'injuste et du mal propre, montre qu'il y a eu un effondrement intérieur, un glissement vers l'inconsistance ou vers l'intérêt. Prendre une position outrancière, voire violente, c'est tomber dans le piège du négativisme congénital des doctrines marxistes, pour lesquelles l'individu n'est une « *personnalité* » que s'il attaque à tort et à travers tout ce qui se meut au-delà des limites fixées. Et peu importe si ces limites sont élargies ou resserrées selon les intérêts momentanés du parti. L'individu doit se soumettre. Ainsi, aveuglé par la « *no-*

ble tâche d'activiste » qu'il s'est donnée, il ne réalise même pas que ce qu'il appelle « *principes* » n'est qu'une vulgaire tactique, que ce qu'il considère « *geste de compréhension humanitaire* » n'est qu'un simple élément de propagande.

Prises dans l'engrenage de ce système diabolique, les trois catégories citées ci-dessus (étudiants, intellectuels et prêtres) voient décliner chaque jour leurs prérogatives naturelles. Etranglées par l'étau des impératifs hiérarchiques, ces catégories deviennent de plus en plus des « *masses* » de manœuvre. Ainsi, elles, qui auraient dû forcément devenir les élites de la société en formation, arrivent à ne constituer que des groupements subversifs et violents, qu'on ne peut qualifier autrement que d'« *élites négatives* ».

*
**

Les élites négatives sont donc celles qui ont mal pris leur départ et ont mal choisi leur champ d'action. Elles pèchent par la base. S'étant fourvoyées dès le début, elles persistent à croire qu'elles se trouvent sur le bon chemin. Ces élites gardent des caractéristiques pouvant les faire classer à la rigueur comme telles, mais leurs efforts sont dirigés vers le côté négatif de leur mission naturelle, ce qui, spirituellement parlant, les disqualifie.

En outre, elles semblent ignorer leur penchant pernicieux et leur rôle destructeur. Se complaisant dans leur « *activisme* » burlesque, elles sont convaincues d'avance d'agir en conformité avec la ligne de l'histoire et des intérêts de ceux qu'elles défendent. C'est cette inconscience, ou plutôt, cette attitude présomptueuse, qui les perd.

Les gens qui en font partie s'affublent, en outre, de noms retentissants. Ils se disent : élites révolutionnaires, pensantes, progressistes, activistes, agissantes, etc., comme si cette terminologie n'appartenait qu'à eux. Ils oublient que les véritables caractéristiques d'une élite, quelle qu'elle soit, c'est d'être justement révolutionnaire, et pensante, et active, et agissante, etc.

Mais ce qui rend les élites négatives odieuses et absur-

des, c'est le fait qu'elles rejettent les attributs cardinaux qui devraient les qualifier, surtout *les vertus de cœur et les qualités d'esprit* qui font la grandeur et la supériorité d'une élite. Exalter le courage, tout en niant la bonté ou la pitié; crier justice, tout en rejetant la morale; ou de réclamer de la culture, tout en opprimant les intellectuels non-conformistes, c'est dégrader la notion même qu'on veut soutenir. Ce n'est plus manifester l'existence d'une élite nouvelle, mais tout simplement révéler qu'une dégradation lamentable a envahi les esprits.

Notre époque est dominée par ce phénomène inquiétant. Les élites négatives s'inscrustent partout, s'imposent sans honte, corrompent l'ambiance. Forme hybride et dégénérée, elles ne s'adressent plus aux esprits capables de sacrifier d'eux-mêmes et qui, pour y parvenir, devaient se soumettre à une série d'épreuves difficiles et permanentes. Non! Aujourd'hui pour y accéder, il suffit de tout rejeter, de tout nier, de détruire tout ce qui semble vouloir garder un semblant de décence. Cela suffit comme preuve et comme épreuve pour être accepté dans les rangs largement ouverts et l'« élite montante ». Car ce qui tente le plus, c'est la facilité de devenir « célèbre ».

Que peut-on offrir de plus aux gens crédules et naïfs pour les attirer dans les rangs de ceux qui promettent de modifier à tout prix la face du monde, sans se soucier des moyens employés ni de ce qui arrivera après? Parler d'élites en ce sens, n'est au fond qu'une formule démagogique, employée pour embrigader tous les mécontents du monde, tous les gentils personnages que représentent les intellectuels, les étudiants et les religieux en quête d'affirmation politique, et les doter d'un esprit combattif. C'est une simple supercherie qui entre dans les procédés tactiques de la gauche marxiste de toutes nuances. Elle s'adresse aux déçus de l'ambition, aux gens désireux de se faire remarquer, aux profiteurs de toute espèce, aux idéalistes naïfs et aux êtres désireux de faire quelque chose... Unis sous la férule de la volonté marxiste, ils deviennent cette plaie que nous ne connaissons que trop.

Cependant, quand elle s'affuble de certaines épithètes (celle de « *pensante* » par exemple) alors le cas est différent. Cet adjectif doit qualifier une certaine couche de la société, celle qui assure la constante régénération des véritable élites. Il s'agit des gens de culture, de ceux qui devraient en toute logique être capables de différencier les nuances, les subtilités, et de déceler les pièges cachés derrière cet appel qui ne leur demande que d'« *adhérer* ».

C'est là le faux point de départ de ceux qui acceptent : ils croient à ce qui n'est qu'une tromperie faite à l'échelle du globe, mais adaptée au cadre étroit et infiniment plus sensible de la personnalité individuelle. L'intellectuel faible de caractère ou, d'une certaine manière, idéaliste et « *prêt à faire quelque chose pour les autres* », n'analyse pas ce qui se dissimule au-delà de cette éblouissante construction dialectique mensongère. Il y pénètre aveuglément et perd à la longue sa personnalité, ses caractéristiques d'homme libre et ses perspectives d'avenir. Il y plonge en pensant faire son devoir d'homme conscient, et devient membre d'une élite négative, quand il ne devient pas tout court membre soumis d'un parti.

De toute manière, il arrive directement ou indirectement à servir les intérêts d'un parti, du parti qui exploite en sa propre faveur les misères et les mécontentements des individus, qui joue sur les mots, qui rejette par-dessus bord tout ce qui représente le plus spécifiquement l'élite : morale, dignité, esprit chevaleresque, respect d'autrui, respect de l'opinion d'autrui, probité intellectuelle, justice et liberté.

Les membres d'une élite négative perdent le sens correct de ces notions. Contaminés par l'esprit vicieux et unilatéral de la doctrine politique qui les a accaparés, ces « *fausses gens d'élite* » les interprètent d'une façon tout aussi vicieuse et unilatérale, donc erronée.

En se conformant aux desseins des courants marxistes, ils perdent cette indépendance d'esprit et de jugement qui permet aux véritables élites de garder le sens de l'équité et de la mesure en toute circonstance. Les

élites négatives deviennent mesquines et serviles, intran-sigeantes et vindicatives. Elles répondent à l'appel d'un ordre, d'une injonction, venus du pouvoir exécutif ou de la hiérarchie qu'elles servent, et non pas à l'appel de leur propre conscience et des circonstances conjonctu-relles qu'elles devraient analyser et dominer.

Combien d'intellectuels se sont fait violence, ont piétiné des vérités scientifiques, ont nié la justice et l'équité, uni-quement pour rester en accord avec la ligne du parti, quitte à voir, quelque temps après, le même parti leur ordonner de soutenir le contraire...

Combien d'étudiants sont arrivés dans les rangs des trublions internationaux, bernés par les slogans d'un système qui avait besoin d'un nombre toujours plus grand d'hommes de main pour ses entreprises révolu-tionnaires...

Combien de religieux ont avili leur ministère et leur propre âme, attirés par ces entreprises de faux humani-tarisme, bien orchestré pour que l'illusion soit tentante...

Tous, gens d'élite en potentiel, ont été précipités, sans possibilité de rédemption, dans le tourbillon infernal des forces négatives qui accablent actuellement la société humaine. Cependant, *ex nihilo, nihil*. Malgré toutes les affirmations aberrantes qu'on s'efforce d'imposer, de « rien » ne peut sortir que « rien » et « d'une force négative » ne peut surgir que quelque chose de tout aussi négatif. Glissant sur cette pente, ces trois catégories à prétentions dirigeantes ne pouvaient et ne pourront en-gendrer que des élites tout aussi négatives que le sys-tème qu'elles servent.

Néanmoins, on ne doit pas confondre les élites néga-tives avec l'élite d'un parti quel qu'il soit. L'élite d'un parti est une fraction politique ayant des attributs en conformité avec la doctrine et les préceptes qui l'animent. Cette doctrine peut donner naissance à une élite comme nous la comprenons, ou évoluer dans le sens d'une élite préconisant l'emploi constant du peloton d'exécution. Dans ce dernier cas, il ne s'agit pas d'une élite négative, mais d'une pseudo-élite de pervers et de détraqués, d'un

ramassis de criminels. Bien entendu, il peut y avoir, parmi ce ramassis, des intellectuels, des étudiants ou même des prêtres. Ce ne sont pas ceux-là qui nous intéressent. En s'abaissant jusqu'au crime, ils perdent même la caractéristique d'élite négative. La différence est indéniable : en se livrant au meurtre, tout individu entre dans les rangs des criminels ; en acceptant les crimes, un intellectuel, un étudiant ou un religieux se place de lui-même dans la catégorie des élites négatives. C'est-à-dire, il a trahi sa véritable mission.

L'élite négative est celle dont les membres auraient pu devenir de vrais êtres d'élite, conscients, désintéressés, héroïques, s'ils n'avaient succombé, à une certaine époque de leur vie, au traquenard tendu à leur idéalisme par les fausses idées humanitaristes, dirigées de l'ombre par des politiciens intéressés. L'élite négative est celle qui a raté sa mission, celle qui a prêté ses bonnes intentions initiales à une cause infâme et sans issue, celle qui a cru répondre à l'appel des masses misérables et qui, tout en voyant plus tard son erreur, n'a pas eu le courage de se rétracter et de reprendre le bon chemin. Qu'elle soit sincère ou pas, le fait est là. Et c'est dans cette attitude que réside le danger qu'elle représente.

*
**

Combattre une cause, ou pour une cause, a toujours été le propre des élites. Mais on savait bien qu'une élite digne de ce nom ne pouvait combattre qu'une mauvaise cause et ne devait se dédier qu'à une bonne cause. Le caractère de cause « bonne » ou « mauvaise » restait à la discrétion de son jugement. Mais on était sûr, instinctivement sûr, qu'il ne pouvait pas y avoir d'erreur. Car, une véritable élite, avant de devenir « agissante » et même violente si les circonstances l'exigeaient, était supposée circonspecte, sage et lucide, pour ne pas tomber dans les exagérations ou les sensibleries des masses irraisonnées et déraisonnables. L'élite, tout en sortant de la masse et en se dédiant au bonheur de cette masse,

reste une entité à part, bien au-dessus des bases biologiques dont elle sort. Cette distance lui garantit l'indépendance et la vue d'ensemble, la force d'un jugement équitable et la large perspective de l'avenir.

Le contact doit se faire sans cesse, tant pour faciliter le renouvellement des élites que pour maintenir le contact et sentir le pouls des revendications, des mécontentements et des aspirations des masses. Pourtant, il ne doit jamais y avoir confusion entre ces deux entités. Chacune a sa mission, sa position et ses propres façons de voir et de juger les choses. Si la masse, par sa nature fluctuante et par son manque de raisonnement, tend toujours à déborder les cadres et à faire figure de révoltée inassouvie, l'élite doit jouer justement le rôle contraire : faire preuve de pondération, de jugement, de courage, de sens moral et de capacité de sacrifice.

Dans l'existence et la sauvegarde des attributs respectifs, on reconnaît, on distingue la position de chaque individu. Et toute modification dans la caractérisation de chacun modifie invariablement sa position sociale. Un individu, quel qu'il soit, qui, à un certain moment, change sa manière de vivre, de penser, d'agir, de sentir la réalité sociale et adopte, par éducation et par volonté consciente, les caractéristiques de l'homme d'élite, en devient un. C'est-à-dire, un ouvrier, un paysan, un artisan, un fonctionnaire, etc., en réalisant cette mutation spirituelle, devient un homme d'élite et peut contribuer, en tant que tel, au progrès de la société et de son groupe social. Malheureusement, le contraire est tout aussi vrai.

Devenir homme d'élite ne signifie pas devenir plus riche, plus cultivé, plus fort, plus haineux, plus violent, plus vindicatif. L'élite bourgeoise est un exemple frappant. Basée sur une fortune de plus en plus considérable et sur les privilèges qui en découlent, elle n'a suscité que des animosités et des haines. Ce genre d'élite n'est que l'anomalie d'un système trop matérialiste à la base, incapable d'envisager qu'au-dessus de la richesse matérielle puisse exister quelque chose de plus important pour le développement et le bonheur des sociétés.

Pour devenir homme d'élite, dans le sens envisagé par notre conception, il faut arriver à comprendre la signification suprême de la notion d'élite.

Il faut ensuite saisir la grandeur de sa propre modification intérieure.

Il faut, enfin, savoir se détacher de sa propre condition ou position (classe ou catégorie), pour gagner une perspective plus large et une vision plus profonde de sa mission. Celui qui n'arrive pas à s'arracher au conditionnement de son état antérieur n'est pas un homme d'élite. En restant attaché à la catégorie il est aveuglé par ce qui est important pour celle-ci et ne peut plus agir au nom des intérêts de tous. Car, c'est là le rôle des élites : penser, juger, décider pour toute la société.

Nous jugeons donc absurde, antiproductive et décadente l'attitude actuelle de certains individus qui, en voulant faire quelque chose pour les masses, pour certains groupes profondément touchés par les injustices criantes de l'époque, ne trouvent rien de mieux à faire que de se jeter corps et âme dans le gouffre insondable des masses mouvementées et inconsistantes. Ils disent vouloir être plus près de ce magma de la société, dans l'intention de mieux saisir ses nécessités et ses aspirations...

Rien à dire. Ils peuvent le faire. Mais ils risquent en même temps de se perdre en tant qu'hommes d'élite et de devenir les défenseurs des causes partielles, ou tout simplement particulières, attachées au groupe dont ils se sont rapprochés et qu'ils ont adopté. D'individus, dont la parole pouvait imposer ou changer une décision, ces apôtres du « dialogue » avec les masses deviennent de simples propagateurs de causes exaltées et souvent éphémères. Et c'est ce qui les perd.

Une élite ne se forme que par la projection, au-delà du magma primitif de la masse, de quelques bourgeons plus doués d'attributs intellectuels, spirituels et moraux. Leur rôle est de diriger les masses, d'améliorer leur sort, d'être toujours prêts à les défendre. Pour accomplir cette finalité, il est incontestable que ces « privilégiés » doivent rester en contact permanent avec les besoins, les aspirations et les bouleversements qui remuent le magma,

mais JAMAIS s'y « *re-confondre* ». Revenir en arrière, c'est perdre les quelques attributs qui font d'eux autre chose que de simples individus-masse.

*
**

Les gens pensants (intellectuels, étudiants, prêtres) qui, à un certain moment, luttent pour les besoins et la justice d'une certaine catégorie ou classe, sont persuadés d'accomplir l'engagement de leur vie et de s'inscrire sur la ligne de la vérité suprême : y a-t-il quelque chose de plus noble et de plus digne que de combattre pour la cause de ceux qu'on considère malheureux, délaissés, victimes d'injustices ?

Cependant, de nos jours, dans leur hâte de servir, ils ne se rendent pas compte qu'ils deviennent la ligne avancée et le porte-parole des groupements politiques préoccupés par des intérêts circonscrits et bien différents. Tous ces « *idéalistes* » se prêtent à un rôle qui les assimile aux fonctions des dirigeants et des réalisateurs, mais qui les éloigne définitivement des véritables élites. C'est là leur point faible.

La vraie élite se donne une mission qui embrasse l'ensemble des classes et des catégories. Elle vit dans le présent, mais ses projections s'élancent dans l'avenir. Ses pensées et ses analyses ont à la base la morale la plus pure, tandis que ses jugements et ses décisions suivent la justice la plus stricte. Pour elle, il ne s'agit pas de venger, mais de remédier et de prévenir. Rendre la justice (le cri de combat de tous les mécontents) ne signifie pas renverser et détruire, mais transformer de manière à rendre les injustices impossibles. La vraie élite est une communauté de pensées commandées par des sentiments nobles et dédiées au service de l'intérêt général. C'est une question de vision et de façon d'agir.

Or, il est impossible de rencontrer, dans la catégorie des gauchissants et des progressistes d'aujourd'hui, la somme de traits exceptionnels qui marquent les gens d'élite. Ils ressemblent plutôt à des caricatures tragiques qui se prennent au sérieux. C'est pourquoi on les appelle

des « *élites négatives* ». C'est que, tout en ayant certains traits (courage, héroïsme, intérêt pour les déshérités, volonté d'agir), ils s'éloignent des attributs essentiels (spiritualité, morale, éthique, bonté, compréhension, indépendance, etc.) qui puissent les placer au-dessus de ces innombrables mouvements revendicatifs qui grouillent à notre époque et auxquels ils rendent service.

Le contraste et l'absurde éclatent dès qu'on regarde de plus près leur manière d'agir. On parle de la liberté et de la justice sociale qu'ils entendent régler par la destruction des structures existantes et la mise à mort des « coupables », en comprenant par là tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Cette formule leur suffit, car elle suffit aux masses auxquelles ils se sont assimilés.

Le pire, c'est qu'ils se considèrent les seuls esprits lucides de l'époque, seuls indiqués pour diriger les masses et décider du sort du monde. Leur adhésion bruyante aux goûts du jour leur semble assez « *positive* » pour justifier ce droit exclusif. Ainsi, ils renvoient l'épithète d'« *élites négatives* » à ceux qui ne veulent pas vivre dans les taudis du monde sous-développé ou se soumettre aux élucubrations des organisations politiques qui les ont accaparés. Pour eux, il n'y a que l'action immédiate et la révolte sanglante qui comptent. Il faut remuer, menacer, revendiquer, agir. Plus on est présent dans le désordre, plus on est élite. Triste mentalité, mais réelle...

Selon une pareille « *théorie des élites* », qui met tout l'accent sur le côté « *action* », sans aucun autre trait d'ordre spirituel, on peut arriver à des conclusions invraisemblables :

— Les « *hippies* », avec leur joie de vivre dans la liberté totale et dans leur volonté agissante d'imposer leur point de vue, s'inscrivent sur la ligne des parfaits hommes d'élite. Au fond, ils ne font que défendre leur liberté et exiger leur justice. On doit donc s'incliner, car les critères mêmes de sélection les qualifient.

— Les « *pornos* » suivent le même chemin. Ils défendent la liberté d'exprimer leur sexualité et leurs penchants pornographiques sur les voies publiques. Ils agissent d'ailleurs sans honte et sans restrictions sous les

yeux complaisants des « intellectuels » et des gens d'église. Naturellement, ils sont irrépréhensibles car il s'agit d'un autre groupement d'élite en pleine effervescence.

— Les « pédérastes » constituent un troisième groupe d'élite, car, eux aussi clament leur liberté d'être reconnus en tant que classe sociale et agissent dans ce sens. Des congrès par-ci, des réunions par-là, plus quelques amitiés chères dans les hauts lieux, nous préparent pour bientôt une justice retentissante pour cette catégorie de citoyens loyaux et fidèles, tellement méconnus et maltraités jusqu'ici.

Donc, ces trois catégories (parmi une foule d'autres) qui ont l'insigne privilège d'être à la fois « masses revendicatrices » et « élites agissantes », n'ont que faire d'une ELITE tout court, imbue de morale, de spiritualité et de sentiment chevaleresque. Selon la nouvelle conception, il faut détruire ces structures étroites, il faut introniser l'anarchie, il faut que l'individu se retrouve par l'épreuve de la décadence et de la décomposition.

Ces cas extrêmes ne nous intéressent pas en tant que possibilités réelles. On les a cités comme simples exemples de la déviation que peut prendre une pensée mal construite à la base. Attribuer à une idée, que ce soit celle de la justice ou de la liberté, un contenu omnipotent, sans tenir compte des éléments moraux et spirituels qui, seuls, peuvent l'ennoblir, ce n'est pas œuvre de gens d'élite. Le simple fait de rompre les attaches avec la morale et le spirituel, suffit pour rendre tout l'ensemble défectueux et inefficace.

Les véritables hommes d'élite ne poussent pas les masses à la révolte armée et ne contribuent pas à l'anarchie des esprits. Ils ne s'abaissent pas jusqu'à devenir les défenseurs des dépravations, de la promiscuité morale et physique, de l'assassinat. Ils ne renient pas la morale et ne font pas d'entorses à l'éthique. Ils n'acceptent pour rien au monde de souscrire, par exemple, à la formule léniniste : « moral est tout ce qui aide à la victoire de la révolution communiste ». Cette formule est la propre négation du concept de la morale et la ruine de toute

la théorie des élites. L'accepter, c'est se détruire en tant qu'être pensant, en tant que volonté, en tant que créature vouée à l'évolution spirituelle et à la liberté.

Or, que font tous ces intellectuels, étudiants, prêtres, qui se gargarisent de la formule stéréotypée des « *changements des structures* » par la violence et la révolution sanglante, sinon adapter l'esprit de la formule léniniste à leurs attitudes et à leurs agissements, en se répétant emphatiquement : « *moral est ce que nous faisons, car nous le faisons pour le peuple ; moral est tout ce qui aide à la victoire de notre cause, indifféremment des moyens employés* »...

C'est la triste réalité d'un monde qui est en train d'émasculer toute une échelle des valeurs.

Toutes ces fausses élites ne se rendent plus compte qu'en acceptant ce nouveau statut, elles ont coupé les ponts avec tout ce qui pouvait faire leur grandeur et les placer dans la catégorie des vraies élites. Luttant pour des formules et des slogans, qui n'ont même pas l'excuse de servir aux masses dont on fait tellement de cas, ces élites négatives représentent l'engeance la plus triste et la plus nuisible parmi celles qui troublent les voies des réformes politico-sociales de notre époque.

F. BRADESCO.

L'Étrange Monsieur Nixon

En mai 1969 déjà, dans un document révélateur intitulé « Le Complot », Pierre Virion s'interrogeait :

« Le président Nixon est-il l'homme qui va sauver le prestige et maintenir la situation prépondérante de la grande nation américaine ou le planiste qui fera sombrer l'Occident ? »

Car, quelques mois seulement après la victoire électorale de Richard Nixon, on commençait à se poser des questions tant sur l'homme et son entourage que sur son programme.

On connaît aujourd'hui la réponse : M. Nixon n'est pas, ainsi que l'a imprudemment surnommé un jour un chroniqueur habituellement plus perspicace, « un grand capitaine d'Occident », il est, tout au contraire, un saboteur de ce qui reste de cet Occident.

« Nixon, remarque Gary Allen, est maintenant un homme qui travaille pour ceux qui sont dans la coulisse, l'empire Rothschild-Rockefeller qui aida à établir et contrôle maintenant le communisme ».

L'affirmation peut surprendre, mais tout le nouveau livre de cet écrivain américain remarquablement informé, « Nixon, The Man Behind the Mask », édité récemment par Western Islands à Boston, est là pour l'attester.

En 1958, De Gaulle fut porté au pouvoir pour conserver l'Algérie à la France ; il la livra à l'ennemi. En 1959, Macmillan fut réélu par les Anglais comme « homme de droite » ; et, tout de suite après, il poussa davantage son pays vers le plus calamiteux socialisme et la décolonisation à outrance (plus d'empire, mais des machines à laver et de la télévision).

En 1968, pour se libérer des démocrates — d'avoir eu Kennedy, puis Johnson, cela suffisait ! — les Américains allèrent à Nixon. Ils eurent mieux fait de choisir George Wallace.

On le prenait pour un conservateur, c'est-à-dire aux Etats-Unis un homme de droite, attaché aux traditions, soucieux de limiter le pouvoir du gouvernement fédéral et d'équilibre budgétaire, considérant les intérêts nationaux avant ceux de quelque peuplade attardée du « tiers-monde », hostile à une O.N.U. sortie d'une « croisade des démocraties » qui se fit avec l'U.R.S.S. On le disait anticommuniste, parce qu'autrefois il joua un rôle dans la condamnation de l'agent soviétique Alger Hiss, le conseiller de Roosevelt.

Et l'on s'est trompé sur toute la ligne.

Commençant son discours d'inauguration à la présidence, Richard Nixon s'adressa curieusement à « mes concitoyens de la communauté mondiale »... De la communauté mondiale ? Le super-Etat mondialiste qu'on nous mijote est-il donc si avancé, et le quaker de Yorba Linda se prend-il déjà pour « le président de l'univers » ?

Selon Earl Mazo et Stephen Hess, ses biographes, fort bien intentionnés à son égard, Nixon a dit :

« Suis-je un conservateur ou un libéral ? Ma réponse est que je suis un internationaliste ».

C'est-à-dire, très précisément, tout le contraire d'un conservateur, qui, dans la terminologie politique américaine, est l'équivalent d'un nationaliste en Europe.

D'ailleurs, en 1959 déjà, le très progressiste « Chicago Sun Times » disait de Nixon qu' « il est un internationaliste dans la tradition de Wendell Willkie, pour qui il fit campagne en 1940. Il est un champion résolu de l'O.N.U., d'une cour de justice internationale aux pouvoirs renforcés, même au prix d'une modification de la souveraineté des Etats-Unis, d'une aide généreuse à l'étranger... »

A-t-il changé depuis ? Nullement. Son « internationalisme » s'est encore accentué — au point d'aller festoyer chez les bourreaux du Tibet, à Pékin — et Roscoe Drummond, un « columnist » progressiste, a relevé que beaucoup voient en Nixon « le Roosevelt républicain des années 70 ».

Ce titre de « Roosevelt républicain » fut autrefois porté par

Nelson Rockefeller, avec qui, depuis son échec à l'élection pour le poste de gouverneur de Californie en 1962, Nixon est très lié.

Quant à l'anticommunisme supposé, et déjà ancien, du président, Martin Dies, pendant plusieurs années président du comité des activités non-américaines de la Chambre des Représentants, a noté dans son livre « Martin Dies' Story » que Nixon « fut le seul membre du Congrès à avoir jamais profité d'une activité anticommuniste (affaire Hiss), et à en avoir profité parce qu'il cessa aussitôt après ».

Et Gary Allen, alors, de remarquer : « Il (Nixon) parla de l'affaire Hiss jusqu'à obtenir un siège au Sénat, puis la vice-présidence, et enfin la présidence. Rarement, si jamais, un homme a-t-il dans l'histoire politique de l'Amérique couvert une telle distance en tant d'années grâce à une seule action ».

*
* *

C'est qu'il y a un mystère Nixon. Le mystère d'un homme qui, devant son entrée dans la carrière politique à son anti-communisme, zigzague ensuite vers la gauche, fréquente les gens mêmes qu'il accusait de trahir l'Amérique (et qui, en retour, le calomniaient odieusement), se proclame internationaliste, et est maintenant considéré comme un « socialiste » par John Kenneth Galbraith en personne (Le « Monde », qui ne s'y est pas trompé, parle lui aussi du « socialisme de M. Nixon »).

Gary Allen offre cette explication :

« La réalité froide et brutale est que M. Nixon n'est ni un libéral, ni un conservateur, ni un « pragmatiste », ni un « centriste », bien que parfois il puisse prétendre être l'un ou l'autre. Il est simplement un homme dévoré d'ambition. Et en tant que politicien professionnel, sa passion d'arriver au plus haut point le fait chercher le sommet du pouvoir politique — la présidence. Mais M. Nixon n'aurait pas pu devenir président s'il n'avait pas accepté de collaborer avec l'oligarchie qui a le pouvoir de briser ou de faire réussir ceux qui ont des aspirations présidentielles ».

C'est pour avoir refusé de se soumettre à cette oligarchie que Robert Taft, en 1952, n'obtint pas l'investiture républicaine, et qu'on lui préféra un général rooseveltien politique-

ment insignifiant, qui n'appartenait même pas au parti. C'est parce que Goldwater refusa lui aussi de se soumettre qu'on fit tout pour le faire échouer misérablement en 1964.

Nixon comprit très vite qu'il lui fallait « collaborer ». Et il le fit non moins rapidement. En 1950, il devient l'un des « parrains » de « Republican Advance », groupe fondé pour combattre l'aile nationale-conservatrice — tendance Taft — du parti. Ce groupe se transforme ensuite en « Citizens for Eisenhower », avec l'appui du financier cosmopolite Paul Hoffman, marié à une juive communiste, Anna Rosenberg, que George Marshall engagea au ministère de la... Défense comme « expert de la main-d'œuvre ».

Vice-président, il suivit très docilement les ordres reçus. Il était un peu le Spiro Agnew de l'époque, chargé de faire oublier le « modernisme » rooseveltien de son patron par quelques vigoureuses harangues antimarxistes (c'était aussi le rôle joué par le mystérieux et équivoque John Foster Dulles, qu'Alan Stang a surnommé « l'acteur » : disant toujours la chose juste, et faisant toujours la fausse). Mais l'on a vu ce qu'en 1959 déjà le « Chicago Sun Times » pensait réellement de lui.

Candidat à la présidence en 1960, Richard Nixon se soumit complètement à son prétendu ennemi Nelson Rockefeller. Et ce fut l'acceptation des « 14 points » lors de la rencontre de la 5^e Avenue, à New-York. L'internationalisme socialisant du candidat était officiellement reconnu. Mais, comme on fit voter des morts au Texas et à Chicago, et que ces morts étaient jadis des démocrates (décédés sans doute lors de la « croisade »), John Kennedy l'emporta.

En 1962, Nixon fut encore battu en Californie. « Le petit homme en grande hâte », ainsi que le décrivait jadis Taft, paraissait définitivement fini.

Il se retira de la politique et alla à New-York. Chez qui ? Chez Rockefeller, bien entendu. Il entra dans une firme d'avocats de Wall street, Mudge, Rose, Guthrie, Alexander et Mitchell, ce Mitchell (John), nommé par la suite procureur général de l'administration Nixon, étant alors avocat personnel de Nelson Rockefeller. Et il s'installa dans un luxueux appartement de la 5^e Avenue, dans un bâtiment appartenant au même Rockefeller et voisin du propre domicile de ce dernier.

Pour de prétendus adversaires, ce voisinage était pour le moins surprenant. Mais Stewart Alsop, depuis, nous a informés qu' « il n'y a, en fait, aucune différence idéologique prononcée entre Rockefeller et Nixon ». Tout le reste, en effet, n'est que bla-bla et poudre aux yeux des gens.

La vérité est que Nixon est l'homme des Rockefeller, membres influents de la puissante oligarchie internationale et secrète qui conspire pour la domination de l'univers, et que le rabbinique Heinz Kissinger, ancien « conseiller » de Nelson Rockefeller, est l'omnipotent mentor et « gardien » dudit Nixon.

Le quaker a-t-il été « acheté » ? C'est possible. « Fortune » signalait que lorsque Nixon quitta Washington en 1960, il n'avait guère plus, de son propre aveu, qu'une vieille Oldsmobile et une pension du gouvernement. Avocat à New-York, ses revenus annuels étaient de 200.000 dollars, dont plus de la moitié servait à payer le loyer de son luxueux appartement, et la moitié du reste allait au fisc. En outre, les Nixon à Manhattan s'habituaient à une existence de luxe coûteux. Bref, au total, le salaire de l'ancien vice-président devait tout juste lui suffire.

Or, en 1968, quand Richard Nixon fut une fois de plus candidat, on apprit que sa fortune personnelle, compte tenu d'importants biens immobiliers, en faisait un millionnaire (en dollars). « Serait-ce, demande Gary Allen, que les « Insiders » (les « initiés », membres de l'oligarchie précitée) aient résolu pour lui ses problèmes de **pauvreté**?... »

S'ils ne l'ont pas fait, du moins ont-ils sorti « le petit homme en grande hâte » du néant politique où l'avait plongé sa défaite de 1962 en Californie, venue deux ans après son échec à la « présidentielle » de 1960.

*
* *

« Ainsi, vous voyez, mon cher Coningsby, le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses », écrivait Disraeli dans son roman « Coningsby ». Et l'on est en droit d'imaginer que Disraeli savait de quoi il parlait : ami intime des Rothschilds, il fut aussi leur agent.

Henry Coston a consacré des livres remarquablement bien documentés à ce sinistre aspect d'une réalité ignorée ou mal connue du public : « Les financiers qui mènent le monde », « L'Europe des banquiers », « Les technocrates et la synarchie », « Le secret des dieux », notamment.

Gary Allen, dans « Nixon, the Man behind the Mask », y consacre aussi de nombreuses pages. Il observe, ainsi :

« Le but ultime des conspirateurs initiés est un super-Etat mondial tout-puissant, qu'ils contrôleront. Les gens des cartels et des monopoles pourront alors se partager entre eux des privilèges sur les ressources naturelles du monde, sur les transports, la finance, le commerce... »

L'objectif est à la fois politique, économique et financier. Les nations doivent disparaître, en tant qu'Etats souverains, et faire place à de grands ensembles contrôlés, directement ou non, par le super-Etat dont l'O.N.U. est une ébauche.

Et les moyens dont on se sert pour atteindre cet objectif ?

« Les marxistes, relève Allen, ont toujours travaillé à éliminer les classes moyennes, et le marxisme est l'outil des initiés super-riches ».

La révolution bolcheviste ne fut-elle pas financée par des millionnaires de New-York et d'ailleurs ? L'U.R.S.S. sauvée de l'effondrement par Roosevelt et sa coterie d'oligarques ? La Chine livrée aux communistes par les mêmes ? Cuba tombé sous la patte de Castro-mains-rouges du temps du « libéral » Eisenhower, dont le mentor était le millionnaire Weinberg ?

Aujourd'hui, Nixon parle d' « un nouvel ordre mondial ». C'est l'ordre conçu par le tout-puissant et secret « Council of Foreign Relations », de New-York, formé de 1.400 personnes de l' « élite » du monde de la politique, du travail, des affaires, de la finance, de la presse, des fondations. Ces « synarques de Manhattan », comme les a appelés Pierre de Villemarest, représentent, estime Allen, une conspiration infiniment plus grande et dangereuse que la seule conspiration communiste (relisons, à ce sujet, « Vers la paix du cimetière », de Jacques Bordiot, dans « Lectures françaises » de septembre 1970, et « Bientôt un gouvernement mondial ? », de Pierre Virion, aux Editions Saint-Michel).

Curieusement, ajoute Gary Allen, l'établissement d'un état mondial socialiste unique est aussi la préoccupation de Marx dans son « Manifeste communiste ». Et Lénine parle dans « Le Démocrate socialiste » (N° 40, 1915) d'« États-Unis du monde ».

« Qu'on le veuille ou non, lança plus tard (en 1950) le financier Warburg, qui soutint la révolution bolcheviste, nous aurons un gouvernement mondial. La seule question qui se pose est de savoir si ce gouvernement mondial sera établi par consentement ou par conquête ».

Richard Nixon est, aujourd'hui, l'homme de ce plan. L'ambitieux quaker est l'ouvrier, pour les synarques de Manhattan et leurs associés de par le monde, du super-Etat évoqué par Gary Allen.

Tel est le vrai visage du « petit homme en grande hâte » que, tout récemment encore, on prenait pour un nationaliste et un anticommuniste.

Pierre HOFSTETTER

Solidarité et Justice

Le combat des nationalistes doit avoir pour objectif l'établissement d'un Etat indépendant, aussi bien vis-à-vis de l'étranger que des courants internes antinationaux. Néanmoins, la lutte serait incomplète si elle n'associait pas tous les travailleurs à l'œuvre de libération nationale entreprise par les patriotes. Pour cela, il faut faire une politique sociale digne de ce nom. L'importance de cette dernière est telle que sans elle aucune résurrection française ne pourra être obtenue. Nous allons donc voir sur quelles bases opérer ce renouveau.

Nécessité d'un ordre social

Il est stupide de prétendre, comme certains le font, qu'un ordre social, c'est-à-dire des règles qui agencent notre vie en communauté, soit quelque chose d'arbitraire. Raisonner ainsi relève de l'inconscience ou du suicide. Voyons de plus près pourquoi ?

Prenons le cas du développement de l'homme. Dès sa naissance, ce dernier est obligé, qu'il le veuille ou non, de vivre avec ses parents. Sans eux, il mourrait. C'est une loi de la nature contre laquelle nul ne peut aller. Au fur et à mesure de son essor, le tout petit être va être amené à recevoir les bienfaits de ses maîtres. Sans eux, il resterait dans l'ignorance. Protégé et entretenu ainsi durant plusieurs décennies, il sera obligé, à son tour, de travailler s'il veut subvenir à ses propres besoins. Adulte, il se pliera aux règles en vigueur qui régiront sa vie et, quoiqu'il en dise, lui permettront d'avoir sa place dans la communauté à laquelle il appartient grâce

à sa naissance, et qui s'appelle la nation. Fort d'une certaine expérience, il pourra même changer ce qu'il trouve mauvais dans son cadre de vie.

Ainsi, l'homme est appelé, pour son bien, à évoluer dans certaines limites. Il peut même les modifier, suivant quelques règles, dans un sens bien défini. Mais le seul fait qu'il soit amené à les changer au profit d'autres, prouve qu'il reconnaît néanmoins la nécessité de l'existence d'un certain ordre.

Malgré tout, et dans le cas où n'importe quel individu censé admet la nécessité des lois, donc d'un certain ordre, il va de soi que n'importe quel ordre n'est pas bon.

L'hérésie des ordres capitaliste et marxiste

Le social étant une composante de la politique, nous avons donc trois politiques sociales possibles : celle d'obédience capitaliste que nous subissons actuellement, celle d'obédience marxiste que nous proposent le Parti Communiste « Français » et les mouvements trotskystes et maoïstes, et enfin la nôtre, nationaliste, que nous voulons implanter.

Une politique que certains présentent comme audacieuse a été élaborée, il y a quelques temps déjà de cela, par l'actuel gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Ce dernier, du reste, l'a résumée par le terme de « nouvelle société ». Malgré le fait qu'elle soit considérée officiellement comme une réussite, nous ne pouvons nous empêcher de dire qu'elle n'a eu de « nouvelle » que le nom. En effet, une constatation s'impose d'emblée : les rapports humains sont toujours identiques à ceux qui existaient au temps des III^e et IV^e Républiques et de la V^e République gaulliste. Rien de fondamental n'a donc changé dans la société française depuis le départ de Charles de Gaulle en avril 1969. Les financiers peuvent en conséquence continuer leurs arrangements sur le dos du peuple français. Le capitalisme régit toujours notre destinée.

D'autres, comme les marxistes, pensent changer la manière de vivre de nos compatriotes en leur imposant, en version française, le stupide et inhumain modèle soviétique. Certes, le mode de vie de la communauté française serait totalement bouleversé. Mais que nous apporterait cette révolution ? A en croire ses théoriciens, cette dernière peut se résumer (toujours sur le plan social) par cette formule :

« A chacun suivant ses besoins ». Si ce slogan a l'avantage de présenter une certaine sécurité vitale pour les plus démunis, il a par contre le désagréable inconvénient d'encourager la fainéantise. Pourquoi, en effet, se fatiguer au travail quand, de toute façon, tout ce dont vous avez besoin vous est attribué du moins théoriquement ? Les maux subis par l'Union Soviétique ont généralement pour cause, entre autre, ce stupide égalitarisme. Il ne faut en aucun cas niveler une communauté, sinon c'est le règne de la médiocratie qui s'installe à tous les échelons de la société.

Ces deux conceptions (capitaliste et marxiste) de la vie en société ne nous satisfont pas. Il est inadmissible que les Français se voient obligés de choisir entre une vie sociale où tout est basé sur le rendement, l'argent, et le monde du nivellement mortel. Ces deux voies sont aussi dangereuses l'une que l'autre.

La question sociale, c'est-à-dire le domaine qui touche l'agencement de notre vie en communauté, ne doit être basée ni sur un rapport financier individuel et immédiat, ni sur une politique de dépossession totale. Or, dans les deux cas précédemment énumérés, c'est de cela qu'il s'agit. C'est une erreur de tout ramener à une question de gros sous, comme c'est une erreur de ne rien laisser de propre à l'homme. Ce dernier ne doit pas voir son existence assimilée à celle d'un animal, ni encore moins à celle d'un objet. Il a besoin d'autre chose, et cette autre chose est l'idéal propre à chaque individu, et qui s'exprime soit sur un plan religieux, soit simplement humain. De plus, il est dangereux d'amener l'être humain à des positions bassement matérialistes, car on en fait un égoïste.

Enfin, l'homme vit en société. Il est donc nécessaire de lui inculquer le sens de la communauté à laquelle il appartient, et ce, sans détruire sa personnalité, bien au contraire. Là, réside un véritable ordre social, obligatoire et nécessaire.

Buts d'une politique sociale nationaliste

L'élaboration des règles relatives à la vie en commun comprend deux volets : l'organisation de la société, et son développement.

La mise en route d'un ordre social nouveau devra s'ap-

puyer sur plusieurs points, à savoir : l'application d'actes de solidarité dans l'intérêt de la population, laborieuse ou non, le souci, avant toute chose, du respect de la notion de justice, et l'instauration d'une hiérarchie, basée sur la valeur.

Voyons tout d'abord ce que nous entendons par le mot solidarité. S'il y a un élément très important que beaucoup ont tendance à oublier dans leurs déclarations ou actes de gouvernement, c'est bien celui-là. Les marxistes, par exemple, ne pensent qu'à la lutte des classes, et jamais à l'unité nationale (et pour cause, ils la redoutent). Les capitalistes, quant à eux, ne songent qu'à développer leurs propres intérêts, et ce, aux dépens du peuple français. Rejetant aussi bien la lutte des « classes » que l'égoïsme des cosmopolites, les nationalistes doivent œuvrer en vue d'une réconciliation de tous les dignes fils de la France éternelle, réconciliation qui aura pour but, entre autre, une application sociale. Les défavorisés, par exemple, tels que les personnes âgées aux revenus modestes, les handicapés physiques, les travailleurs peu aisés devront être aidés matériellement et moralement par les couches les plus favorisées de la population. Cette politique de compréhension mutuelle devra être le fondement de toute notre action sociale. Ceci est la condition sine qua non d'une entente véritable entre tous les nationaux français. Une fois ce principe admis, un postulat nécessaire à cette politique d'union devra entrer en action. Il s'agira du respect, autre que théorique, de la notion de justice.

Il est coutume d'entendre dire que 1789, et les années qui suivirent, ont apporté à notre pays le respect de la justice. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un mensonge. Si le régime antérieur à cette date ne fut pas parfait (mais la perfection existe-t-elle en politique, comme ailleurs du reste ?), nous pouvons néanmoins affirmer que nos rois ont souvent été plus équitables que certains de nos présidents de la République. Il convient donc de rétablir la vraie justice, celle qui consiste à rendre à chacun ce qui lui est dû, à ne pas avantager, pour différentes raisons, tel ou tel élément fortuné aux dépens d'un plus pauvre. D'autre part s'il est nécessaire de donner à chacun une chance égale dans la vie, il sera non moins urgent de découvrir les véritables talents et de les aider à poursuivre leur ascension sociale. Il est anormal, par exemple, que l'Université

française ne compte qu'une infime minorité d'étudiants d'origine pauvre. Les fils d'ouvriers, d'artisans ou d'agriculteurs seraient-ils moins intelligents que ceux dont le père est ingénieur, avocat ou médecin ? Non, certainement pas. La simple raison de cette situation vient du fait que les jeunes n'ayant pas la chance d'être fortunés, sont obligés de quitter l'école à l'âge de 16 ans. Le système des bourses, entre autre, devra être révisé car il est inadmissible que certains étudiants étrangers vivent aisément durant leurs études en France, grâce à l'aide que leur fournit notre gouvernement, pendant que de jeunes nationaux se voient privés d'attributions équivalentes par ce même gouvernement.

La véritable justice aura également pour but de donner, non seulement toutes les chances aux jeunes soucieux de parfaire leur instruction, mais également d'offrir les débouchés adéquats, et une promotion normale au cours de leur vie professionnelle. Il est en effet scandaleux de constater qu'actuellement certaines carrières ne sont accessibles qu'à ceux qui ont des « relations ». Il est inadmissible que des « parachutés », le plus souvent sans talent ni compétence spéciale, se voient installés dans certains organismes dirigeants, tels que le Conseil National du Patronat Français, le Conseil Economique et Social, etc..., et ce, aux dépens d'éléments de valeur. Le règne de l'injustice doit donc cesser, celui d'une ère plus équitable doit triompher de l'iniquité régnante. Tout doit être entrepris pour restaurer la justice sociale. Il ne suffit pas d'inscrire ce dernier terme dans les réglementations officielles, encore serait-il nécessaire de l'appliquer. Mais évidemment, encore faudrait-il, pour que ce vœu devienne réalité, que le capitalisme ne soit pas aux leviers de commande de l'Etat.

Bien entendu, il est obligatoire que ces deux points (solidarité nationale et justice sociale) puissent être complétés par un troisième aussi important, à savoir celui de l'instauration d'une hiérarchie basée sur le mérite. Si nous ne concevons pas l'organisation de la société sans les deux premiers objectifs, nous ne pouvons pas non plus prétendre à un redressement national sans une revalorisation de l'autorité. Certes, actuellement, une échelle des valeurs existe. Malheureusement, elle ne nous satisfait pas car son fondement est

celui de l'argent et des « relations ». Le diplômé atteint rarement un grade élevé, ce dernier étant généralement réservé aux « messieurs de la famille ». On reste entre gens bien. Ceci doit être supprimé. Si notre pays est considéré trop souvent comme ayant un quart de siècle de retard dans presque tous les domaines, il ne faut pas chercher les causes de cette situation trop loin. Outre une machine administrative trop lourde, il faut également admettre que les motifs de cette carence résident dans l'incapacité de certains responsables à assumer leurs tâches. Une hiérarchie saine devra être instaurée et tenir compte de la capacité et de l'esprit d'initiative des individus. Un régime nationaliste devra donc s'employer à réformer l'échelle des valeurs en tenant compte de ces deux postulats. Il ne faut évidemment pas croire qu'un autre régime, marxiste en l'occurrence, serait capable de remédier à la situation présente qui est scandaleuse. En cas de direction communiste, tout serait pire, pour la simple et bonne raison que des considérations politiques entreraient également en jeu. On ne placerait plus, à tel ou tel poste, un « fils à papa », comme cela se passe sous notre régime capitaliste, mais un camarade du parti. Certes, cela a également lieu sous notre système gaulliste bis, mais quand même pas aussi poussé (reconnaissons-le) que sous les gouvernements communistes. Le grand scandale du marxisme est d'avoir supprimé la caste de « sang » (en Russie, par exemple) pour la remplacer par une bureaucratie omnipotente, et ce, à tous les échelons de la vie « socialiste ». Si la direction d'un Etat doit être assumée par des politiques, la direction de l'économie doit l'être par des professionnels, c'est-à-dire des économistes, même si ces derniers travaillent sur la base d'un plan conçu en collaboration avec des politiques. En aucun cas, l'Etat ne doit trop intervenir dans les affaires d'un établissement pour lui dire d'agir de telle ou telle manière. A chacun son domaine. Du reste, quand le pouvoir prétend agir partout, nous pouvons voir les résultats que donne ce dirigisme-là où il est en vigueur : Union soviétique, Chine, Cuba, etc... Le commandement de tel ou tel secteur doit donc être assuré par des hommes connaissant leur travail à fond, soucieux du bien public et du respect de la justice. Tout le reste est divagation ou secondaire.

Mais il va de soi que cet ordre social ne pourra exister que dans la mesure où ceux qui dirigent le pays sauront se montrer en exemple et faire agir leurs subordonnés suivant les options précitées d'une manière autoritaire.

Nous avons coutume d'entendre nos gouvernants parler du respect des droits d'autrui, du bien-être social, de la fraternité, etc., etc... L'ennui, c'est que ces paroles de bon sens sont rarement suivies d'actes concrets. Encore, pouvons-nous nous estimer heureux quand nous n'assistons pas à une orientation politique contraire aux propos tenus par tel ou tel responsable ministériel, voire même notre président de la République actuel. Il faut, si nous voulons que l'élaboration des règles relatives à la vie en société soit suivie d'effets, que ceux qui sont les responsables du pouvoir appliquent eux-mêmes ce qu'ils demandent à leurs administrés. Nous voulons une vie communautaire saine, nous voulons des dirigeants exemplaires.

Enfin, il est nécessaire que l'ordre social soit assuré par un gouvernement autoritaire, c'est-à-dire ayant assez de pouvoirs et de volonté, pour vouloir la mise en pratique de sa politique. Cet état de fait ne doit pas être assimilé à une dictature. Un de nos buts étant de libérer les Français de la tutelle du capital actuellement en place, il va de soi qu'il ne peut être question de la remplacer par une autre oppression quelconque. L'exécutif nationaliste devra être dur vis-à-vis des meneurs capitalistes et marxistes, et non vis-à-vis de la population. L'ordre social que les nationalistes veulent instaurer en France doit être axé sur un changement radical de nos mœurs, de notre manière de vivre et de penser. Trop d'injustices, de scandales, d'égoïsme sont aujourd'hui en cours dans notre pays. Contre cela, il faut une révolution prenant en considération tout ce qui touche de près ou de loin à la vie de l'individu et de la communauté. Il faut que les patriotes comprennent l'importance fondamentale d'une politique sociale développée, il faut qu'ils prennent en considération les questions concrètes. Alors seulement ils pourront partir à l'assaut de la citadelle du capitalisme, car le peuple français, comprenant où sont véritablement ses intérêts, marchera à leurs côtés.

Jean-Yves COULON

La B.B.C. arme subversive

On l'appelle quelquefois « la lanterne de l'idiot ». Mais c'est encore une façon de lui rendre hommage, de lui supposer un rôle positif en éclairant, si peu que soit, la gouverne des crétins et des sous-développés mentaux, en nombre généralement assez élevé dans toute démocratie.

La vérité est qu'elle est tout autre chose : une arme subversive à l'efficacité d'autant plus terrible que sa haute qualité n'a jamais été mise en doute par personne. « Elle devient, assure le député Angus Maude, *une menace pour la civilisation* ».

Dans le « Sunday Express » du 19 décembre dernier, il écrivait :

« *Quelle est, à votre avis, l'invention la plus dangereuse et la plus destructrice du XX^e siècle ?*

« *La bombe atomique ? Le missile téléguidé ? L'automobile ? Votre choix peut naturellement se porter sur l'une ou l'autre de ces inventions, mais le mien est différent. C'est la télévision* ».

Et d'expliquer :

« *Sa menace est plus subtile que celle de toutes les autres et beaucoup moins manifestement mortelle ; mais elle n'en est pas moins révolutionnaire. Elle change le monde à la dérobée. Elle vous change même, vous.*

« *Elle déforme et disloque les coutumes de vie sociale et familiale. Elle prend une influence politique aux*

proportions terrifiantes, et d'autant plus terrifiantes qu'elle paraît souvent sans mobile, incontrôlée, privée de guide ».

La télévision dont il s'agit ici est la britannique — en l'occurrence, plus particulièrement, la BBC — encore que celle d'autres pays, la France ou les Etats-Unis par exemple, représente très exactement la même menace.

Historiquement, la BBC fut première, la toute première au monde, à téléviser un programme « pour le grand public ». Le premier « TV show » fut en effet présenté au public britannique le 27 août 1936, et le 2 novembre de la même année était inauguré le premier service régulier de télévision. Inévitablement, elle porte donc de lourdes responsabilités dans la transformation progressive d'une invention intéressante — mais dont le but ne pouvait être que récréatif — en une terrible arme de propagande au service de la subversion.

Originellement, la BBC avait sa fierté, elle se voulait « la voix de la Grande-Bretagne », et, à bien des égards, elle y réussissait. Elle se flattait de poursuivre une mission civilisatrice. Sur quelque mur de Broadcasting House, son quartier général, on pouvait lire : « *Ce temple des Arts et des Muses est dédié au Dieu tout puissant par ses premiers gouverneurs. C'est leur prière que toute chose utile à la paix et à la pureté soit bannie de cette maison, et que les gens sensibles à tout ce qui est beau, honnête et de bonne qualité puissent suivre le chemin de la sagesse et de la droiture ».*

La guerre, naturellement, fit chavirer cette remarquable déclaration de foi, et la radio fut mise au service de la « croisade des démocraties ». C'est vraisemblablement à cette époque que ce « Temple des Arts et des Muses » donna, toujours un peu plus, dans la subversion. Les Français furent témoins de cette extraordinaire évolution. N'est-ce pas de la BBC que partirent les appels à la « résistance », à la violence et aux meurtres après l'armistice de juin 1940, qui aggravèrent considérablement les divisions et les souffrances de la France ?

Dès l'après-guerre, la télévision prit progressivement le pas sur la radio. *Panem et circenses*, c'est tout ce qu'il

fallait aux Romains de la décadence. Peu de pain, mais un jeu nouveau, voilà à quoi eurent droit les Britanniques sous l'implacable austérité travailliste. Le jeu nouveau était le petit écran, le « cinéma chez soi ». On crevait de faim, on se mettait à bazarder l'empire, mais du moins avait-on la télévision. Bref, on était en plein progrès.

Le jeu prit, et se répandit très vite. Il devint une passion, une maladie, un vice.

Était-ce voulu ?

« La télévision, observe Angus Maude, est, en fait, comme une drogue à laquelle on s'adonne. Elle possède plusieurs des propriétés psychologiques caractéristiques d'un hallucinogène moyen. Elle émousse l'esprit et la perception, déforme les perspectives mentales et encourage une attitude d'oisive passivité. »

« Elle peut, sans doute, être distrayante et même, occasionnellement, utile. De même que peuvent l'être bien des drogues dont l'abus est extrêmement dangereux. Pour quelques-uns elle peut être un bon serviteur, mais elle est toujours un mauvais maître. Elle asservit ses drogués et remodèle leur vie — et même leur cerveau. »

Les dernières statistiques connues indiquent qu'il y a actuellement 16 millions de postes de télévision déclarés en Grande-Bretagne (c'est-à-dire pour lesquels on verse une taxe obligatoire ; total auquel il faut ajouter plusieurs millions de « fraudeurs » qui ne paient rien) et qu'en moyenne, un téléspectateur suit le petit écran 19 heures par semaine !

Si ce n'est pas une drogue, qu'est-ce donc ?

« L'Angleterre, écrivait Jacques Chastenet voici déjà une demi-douzaine d'années, bascule du verbe à la vision : le phénomène est d'une portée encore difficilement calculable. »

*
**

On peut, pourtant, déjà en mesurer les effets désastreux. Car l'hallucinogène dont parle Angus Maude est évidemment de nature politique. Il s'agit d'endormir une

grande nation, de l'abêtir, puis de la mouler dans une forme nouvelle. J'irai jusqu'à dire qu'on cherche à en faire un troupeau de zombies bien disciplinés qui n'offrira plus la moindre résistance à son incorporation dans le magma infâme qu'on nous prépare, via l'Europe des banquiers, l'O.N.U. et autres salmigondis à la mode, pour le plus grand bénéfice des comploteurs de New-York, Moscou et Pékin.

Peu avant les dernières élections britanniques, le député Ian Gilmour affirma (et personne, ensuite, ne l'accusa d'avoir exagéré) :

« Que la BBC soit de gauche et de caractère tendancieux, voilà qui ne peut sûrement pas être contesté. La plupart de ses producteurs sont progressistes, et leurs programmes reflètent leurs opinions. C'est aussi simple que cela ».

On ne compte plus les cas de flagrante déformation des faits, d'odieuse partialité en faveur de tout ce qui est de gauche, de mensonges éhontés — notamment quand il s'agit du Portugal et de ses provinces d'outre-mer, de l'Afrique australe, et de pays ou de personnes résolument attachés aux traditions occidentales.

Kenneth Young, dans le « Sunday Express » du 17 septembre 1967 en avait établi une liste édifiante, encore que nullement exhaustive.

Au point que quelqu'un a surmonté cette BBC (British Broadcasting Corporation) la « British Brainwashing Conspiracy », c'est-à-dire la conspiration britannique de lessivage du cerveau.

C'est ainsi que des terroristes africains sont devenus des « combattants de la liberté » ; qu'on a évoqué en termes émouvants le calvaire de 90 jours dans une prison sud-africaine d'une dame Ruth First, en omettant de préciser qu'elle était communiste et membre d'organisations subversives ; que l'expression « rideau de fer » a été bannie pour ne plus heurter la sensibilité des gardes-chiourme de l'empire esclavagiste soviétique ; que la pire vermine gauchiste a eu toute liberté de s'exprimer à la télévision ; qu'on a consacré un demi-million de li-

vres à une série d'émissions destinées à noircir le plus possible ce que fut l'empire ; que Tito a été « romantisé » et le massacre du Tsar et de sa famille par les bolchevistes à Iekaterinbourg sérieusement mis en doute ; que le sexe, la drogue, les hippies et la plus écoeurante camelote « pop » ont été mis à l'honneur ; que toutes les anciennes vertus de la nation ont été soumises à discussion, voire ridiculisées.

Le « climat » intellectuel de l'Angleterre reste, depuis la guerre, « de gauche », et très rigoureusement. La BBC subit-elle ce « climat », ou au contraire, a-t-elle énormément contribué à le créer ?

On peut se le demander.

On estime généralement que cette BBC (radio et télévision) sombra dans le progressisme le moins voilé à partir de 1960, quand sir Hugh Greene en assumait la direction. Greene, frère du romancier, fut qualifié *par un collègue de « profondément attaché aux idées orthodoxes de la gauche progressiste »*. C'est un type de « bolcho de salon » assez courant de nos jours. Il s'occupe aujourd'hui d'un comité d'action subversive contre la Grèce, formé d'un joli lot de représentants du progressisme international. Quant au directeur actuel de la BBC, Charles Curran, qui appartient à la même « école » que Greene, on lui doit cette déclaration révélatrice : *« Je ne sais plus qui a dit que nous sommes tous marxistes, maintenant. Mais il avait raison, vous savez »*.

« Time & Tide », en 1966, exprimait l'opinion que lorsque sir Hugh prit la direction de la BBC, la gauche était déjà solidement installée à Broadcasting House. Il est donc permis de penser que c'est à la faveur de la guerre et de l'après-guerre, dominé par le socialisme fabien, que cette institution autrefois prestigieuse fut transformée, avec une habileté remarquable vraiment digne de spécialistes du « brainwashing », en arme redoutable de la subversion.

« Time & Tide » avait parfaitement démontré l'astuce de ces gens : la BBC, disposant d'un monopole officiel sur les ondes et s'introduisant avec le petit écran dans presque chaque *home*, se permet de commenter presque

tous les sujets, y compris les nouvelles, et selon son optique particulière ; or, quand un journal en fait autant, on sait bien qu'il s'agit d'une opinion « privée, personnelle » ; mais la BBC, entreprise nationalisée en dépit de l'autonomie dont elle se targue, jouit d'un statut quasi officiel qui confère à ses commentaires une sorte d'autorité qu'aucun organe de presse ne saurait posséder.

On voit le danger.

On a déjà pu voir les ravages exercés par la télévision aux Etats-Unis.

« Il n'y a aucun doute, a remarqué Derek Mark dans le « Sunday Express », que la façon de présenter à la télévision la guerre du Vietnam fut largement responsable du découragement du peuple américain à poursuivre la lutte ».

« On ne peut pas davantage nier, ajoutait-il, que la publicité accordée aux aspects les plus hideux du Black Power a eu pour effet de démoraliser la communauté américaine tout entière ».

Dans une remarquable étude publiée par « American Opinion » d'octobre 1970, Gary Allen rappelle qu'aux Etats-Unis la télévision figure dans 57 millions et demi de homes et qu'entre 40 et 50 millions d'Américains suivent chaque soir les nouvelles sur le petit écran. On se souvient de ce qu'en dit naguère le vice-président Agnew. Jerry Rubin, le pseudo-communiste doré sur tranche dont les manuels pour provoquer le chaos anarchique sont édités par une maison très cossue, proclame que « toute révolution a besoin de sa TV en couleur ». Il qualifie aussi les programmes de nouvelles sur le petit écran de « publicité pour la révolution ».

Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, cette « publicité pour la révolution » est faite au profit des tueurs de l'I.R.A. en Ulster, d'agitateurs cherchant à paralyser la vie industrielle.

« Au total, écrit Angus Maude, la télévision s'est révélée un désastre social, politique et culturel. C'est grand dommage que Baird ait pu la concevoir ».

Pierre HOFSTETTER.

CHRONIQUE DES LIVRES

Per ENGDAHL

AUFRUHR DER MENSCHEN (VOLSKSTURM VERLAG-WIEN)

Nous allons donner ici un aperçu du livre de Per Engdahl paru en 1971 à Vienne : « Soulèvement des hommes ». Il y est en effet question du soulèvement contre un ordre politique, économique, social qui ne correspond plus aux données actuelles du progrès économique et à l'éclatement des structures traditionnelles de la société.

L'auteur se place en quelque sorte au niveau de l'universel et, remontant aux sources de la Civilisation, jette un regard sur certaines civilisations disparues, avant que son analyse historique ne le mène jusqu'à notre époque caractérisée par l'emprise toujours plus grande de la Technocratie dont il faut se débarrasser. Ainsi il tire occasionnellement des leçons du passé valables pour l'avenir.

Nous allons d'abord rapidement signaler les vues originales de l'auteur dans son analyse historique, essentiellement en ce qui concerne l'avènement de la société industrielle ainsi que des formes politiques nées au XIX^e siècle et existantes encore aujourd'hui, sinon en pratique, du moins en théorie ! démocratie et marxisme.

Mais nous insisterons surtout sur les remèdes pour faire face aux méfaits de la technocratie car c'est là que réside le cœur de la pensée d'Engdahl, et son originalité.

La Technocratie et son remède, le Corporatisme.

Venons-en maintenant au problème de la Technocratie qui caractérise les sociétés industrielles avancées. La « technostucture » : c'est ainsi que Galbraith a qualifié cette nouvelle caste de chercheurs, de sociologues, de socio-psychologues, d'économistes qui ont une emprise de plus en plus grande sur l'économie et par là sur la vie de la nation elle-même.

Dans les conseils d'administration les actionnaires — au-

trefois propriétaires — ne font plus que ratifier les décisions répondant aux desseins des technocrates, véritables détenteurs de la puissance. C'est qu'ils élaborent de plus en plus une langue particulière inaccessible non seulement à l'homme de la rue mais même aux actionnaires et aux présidents des entreprises. Ainsi la masse est soumise à un processus d'aliénation. Le travailleur n'est plus qu'un sujet sans droits, sans dignité, isolé, perdu dans un monde qui le dépasse. Le citoyen lui-même en général est livré sans défense à la merci de ces sorciers, mystérieux et lointains que sont les technocrates. « Où reste la sécurité du droit ? »

Le monde féodal, et même le capitalisme étaient des systèmes moins barbares ; sous la féodalité surtout le seigneur était souvent le protecteur loyal de ses serfs et le capitalisme a vu naître lui-même des tentatives paternalistes. Si les travailleurs et les paysans pourront faire valoir leurs intérêts grâce à leurs puissantes organisations, nous voyons croître en revanche un « prolétariat de service mal payé et menacé par le chômage ». D'où nouvelle lutte de classe.

La parenté est d'ailleurs frappante entre l'Est et l'Ouest. La caste technocratique est présente en U.R.S.S. où elle entre en conflit avec les fonctionnaires du Parti qui ne comprennent rien au jargon des technocrates ; ceux-ci veulent bien suivre les directives du Parti mais veulent aussi leur indépendance : analogie évidente avec l'Ouest, encore que l'influence de l'Etat y soit croissante, alors qu'elle va décroissante à l'Est.

Galbraith parle des intellectuels comme d'un pôle opposé à la technocratie. Or cette vue est illusoire, car, une fois qu'ils auront acquis leur situation, les étudiants gauchistes seront heureux de la nouvelle puissance sur les masses que leur donnera l'ordre technocratique et ne songeront plus à le critiquer et encore moins à l'abattre.

La démocratie, pour sa part a montré son inaptitude à résoudre les grands problèmes. En croyant à l'infailibilité de la Raison humaine, les idéologues de la Démocratie ont créé des bases fausses pour les sociétés dont on constate depuis longtemps les néfastes conséquences. Rien de plus contraire à l'idéologie démocratique que son application dans la réalité. Rien de plus absurde que les concepts de « volonté

populaire » et d'égalité des hommes. Les autres valeurs que défend la Démocratie se détruisent d'elles-mêmes du fait de l' « automatisme de l'ordre démocratique ». On pourrait ajouter que l'esprit même qu'elles supposent au départ chez les hommes pour les faire appliquer est fondé sur une utopie. Ainsi, il est superflu de s'y attarder.

Quelle solution apporter à toutes ces tares ?

Le remède corporatiste.

Engdahl apparaît plutôt comme un progressiste. Si ses idées révèlent de nombreuses tendances fascistes, il ne se réclame jamais du fascisme.

L'ordre corporatiste est un dépassement de la société industrielle technocratique, mais il ne doit pas rompre avec les valeurs positives de la démocratie : « Liberté, sécurité juridique, participation ». Ces valeurs sont essentielles, elles sont à la base du nouveau système.

L'Etat, dont la valeur juridique et morale ne doit pas être contestée aura pour tâche, une fois rénové, de constituer les corporations qui seront cette fois des groupes **verticaux** constitués démocratiquement avec des comités élus, ce qui permettra à chacun de s'exprimer. Les individus auront à nouveau le sentiment d'appartenir à une communauté organique et de travailler à un but commun. (Cela nous fait penser aux visions Saint Simonistes). Ce qui sera essentiel, c'est le principe de la « collaboration de groupes mis sur un même pied d'égalité ».

Du point de vue économique, la production de produits de plus en plus standardisés devra tenir compte du goût des hommes toujours plus varié (ce qui sera aisé, surtout avec les moyens d'information moderne dont on dispose) et différencié de plus en plus la production des biens de consommation. Cela fera refleurir l'artisanat en voie de disparition, en particulier l'artisanat artistique.

D'autre part, pour garder un équilibre entre menaces inflationnistes et déflationnistes, il faudra conserver toujours un niveau de salaires élevé pour les travailleurs afin que la production se trouve constamment stimulée.

Il convient d'insister sur le fait que, par la formation de **cadres spécialisés**, les corporations pourront soutenir le dia-

logue avec la technostructure et défendre leurs intérêts. De même à l'intérieur d'une corporation, le dialogue s'établira du haut en bas de la hiérarchie. Quant à l'Etat il aura un rôle d'arbitre et symbolisera la nation unie dans son nouvel équilibre et non plus déchirée par les luttes de classe.

De la masse au groupe.

La société libérale est caractérisée par la masse plus ou moins abrutie, livrée à l'influence des « mass media » et donc normalisée et contrôlée. La société corporative se signale, elle, par des groupes organisés et égaux en droits et crée ainsi les formes intermédiaires manquantes entre l'Etat et l'individu. »

« L'homme est notablement plus libre dans de tels groupes que dans la masse ». Il doit vivre dans un milieu plus humain et plus accueillant. Il faut freiner autant que possible le phénomène de la « gigantopolis » avec toutes ses séquelles. Dans la grande ville, les hommes doivent aussi faire partie d'une communauté. Les corporations doivent mettre à leur disposition des locaux où ils puissent se réunir, organiser des clubs, des voyages, des activités culturelles.

L'auteur élargit ses vues jusqu'à évoquer une « société sans classe ».

« Le comportement d'un homme reflète le modèle social de sa propre classe. La classe n'est donc pas un reflet de la structure économique, comme l'affirment les marxistes, mais un phénomène psychologique. » En supprimant les préjugés, on limitera les rivalités.

Ainsi, l'on peut rêver d'une véritable communauté populaire.

Les rivalités de classe entraînent une instabilité sociale. Du point de vue économique, elles s'accompagnent d'une baisse de l'efficacité, du fait de l'incompétence de certains dans leur profession. D'autre part les tâches viles sont laissées à des travailleurs étrangers ! la lutte des classes peut ainsi renaître.

L'ordre corporatif fonctionnera d'autant mieux que le clivage de la société en classes horizontales s'effacera de plus en plus, de sorte que cadres, fonctionnaires, ingénieurs, ouvriers, etc. pourront nouer des relations toujours plus étroites

au fur et à mesure que les anciens réflexes de la classe bourgeoise s'estomperont. Il y a au sein d'une même classe des individus doués et d'autres qui ne le sont pas. Il n'est pas question de méconnaître la hiérarchie naturelle des êtres, mais de créer des attitudes communes devant la vie. « Hiérarchie, oui, classes, non ! » Pour répondre aux besoins de la société moderne, il faut créer un enseignement spécialisé sans que cela implique de notions d'inégalité et entraîne des rivalités.

Il faut d'autre part élever les salaires les plus bas, tout en gardant des différences de salaires. Mais il faut élaborer un système de « salaire social » qui limite l'exploitation de la force de travail et l'injustice flagrante qui en découle en mettant au premier plan les valeurs de la responsabilité, de capacité et en y adaptant les salaires, sans oublier, les difficultés particulières de travail, telles que les horaires, les mauvaises conditions de travail, etc.

Le système des syndicats est injuste, car seuls des syndicats forts obtiennent des avantages substantiels.

Un plus grand nombre d'épargnants fera l'échec à la toute-puissance de la technocratie, étant entendu que les corporations géreront elles-mêmes leurs fonds.

Enfin, il faudra limiter l'importance excessive des intellectuels dans la société.

Nationalisme et fédéralisme mondial.

L'auteur constate que le nationalisme tant décrié dans certains milieux en Occident, reste cependant dans le monde entier « la force la plus forte dans la politique mondiale » (les exemples surabondent).

Il faut, pour créer un nouvel ordre international organiser une communauté d'états jouissant des mêmes droits et où les ethnies importantes soient représentées librement. L'auteur n'est pas dupe des infinies difficultés que représentera l'avènement d'un tel ordre mais il le croit possible car il n'existe pas entre les races d'inégalités, mais seulement des différences dues au milieu et à l'hérédité, cela dans un rapport que nous sommes incapables de préciser.

« Dans tous les cas, c'est le principe du Corporatisme qui doit prévaloir : Egalité de droits pour les inégaux ».

Dans quelle mesure l'auteur ne bâtit-il pas sur une utopie ? L'histoire a vu de tous temps triompher le droit du plus fort. L'homme peut-il prétendre faire exception à cette loi universelle de la nature ? Les grandes civilisations ne sont-elles pas toujours nées d'un combat si le plus fort, le plus noble, donc le plus apte à créer imposait sa loi ?

Nous y reviendrons.

Pour finir l'auteur s'élève jusqu'à une véritable vision ethnique, culturelle et esthétique du monde.

« Jamais le petit homme n'a été aussi impuissant qu'aujourd'hui ». La machine est devenue le maître et l'homme son serviteur.

Les thèses du matérialisme ne peuvent plus apporter de solution. Nous ne devons pas cependant abolir la religion, car l'existence de deux pôles est indispensable en l'homme : l'empirique et l'irrationnel.

Le marxisme et encore en contradiction avec lui-même quand il prétend que le bien-être social abolira les contradictions. Nous constatons en fait que la criminalité n'a jamais été aussi répandue qu'aujourd'hui... En fait, on est passé à côté des facteurs moraux et psychologiques.

« Derrière l'écoulement de l'histoire se trouve le cerveau humain. Il y eut d'abord l'idée, ensuite vient l'outil. Les idées sont la base de l'action humaine et par là des facteurs de production, de la société et de l'état. On pourrait même mettre le système marxiste à l'envers et considérer les facteurs de production comme la suprastructure d'une société créée par le cerveau humain ». En fait c'est d'un jeu d'échanges constants qu'il s'agit, entre le cerveau humain et le monde. « Ce va-et-vient entre la volonté et les possibilités sont condition première dans notre conception de l'histoire ».

« Ce qui caractérise l'homme c'est la présence d'un but qui doit être atteint. Ainsi naît tout un univers de conceptions dont sont imprégnées des différentes cultures des peuples ».

« La culture est le centre de l'histoire ».

Ainsi le matérialisme peut se trouver pris de court devant de nouvelles forces qui apparaissent dans l'histoire et qu'il n'avait pas prévues. (C'est aussi l'inconvénient de la spécialisation de ne pas voir au-delà de son cercle restreint).

Une des forces qui concourent à l'histoire du monde est « la pensée logique ». Les données de la raison sont universelles (les mathématiques par exemple). C'est elle qui est à l'origine des lois. Toute dictature, tous privilèges abusifs ont donc à compter avec ces idées fondamentales coexistantes à tout ordre établi qui, tôt ou tard entraîne une conjuration des opprimés contre les oppresseurs.

Ce point de vue est discutable. Dans quelle mesure le commun des mortels, la masse en général est-elle à même de se réclamer de certains principes objectifs et d'agir en accord avec eux ? Ne sont-ce pas, comme le pense Hegel, d'abord les grands hommes qui font l'histoire, ceux en qui s'incarne « l'esprit du monde » ? Ne sont-ce pas souvent certains démagogues ou manipulateurs professionnels qui insufflent à la masse cet esprit de rébellion qu'elle n'eût jamais eu sinon ?

De l'art.

L'art et la poésie modernes sont un reflet de cette époque confuse. Mais elles ne sont pas pour autant « dégénérées ». Il faut de nouveaux modes d'expression adoptés à l'époque. Il faut donc se garder d'une attitude réactionnaire devant l'art moderne. De la confusion actuelle peut naître aussi des génies.

Les arts ont une mission primordiale à notre époque. En tant qu'arts sociaux et décoratifs, ils peuvent créer un milieu de vie agréable et les corporations peuvent leur demander la création de nouveaux symboles adaptés à l'époque, comme en avaient autrefois les corporations du Moyen Age.

Donc l'expérience artistique de notre époque est en dépit de tout un « signe de santé ».

L'auteur ferme-t-il volontairement les yeux sur tout ce qu'il y a de grotesque et d'absence de formes dans les arts modernes. J'y vois pour ma part le signe d'une dégénérescence certaine, de même que dans les formes d'expression et de divertissement actuels...

La communauté populaire devient communauté de culture.

La culture était autrefois le privilège d'une minorité. Il faut la répandre dans toute les classes de la société afin qu'elle devienne « propriété commune du peuple ».

Nous avons trois outils à notre disposition : la famille, l'école et les organisations de jeunesse. Il faut conserver l'institution familiale et les valeurs qu'elle représente et dont on a fort besoin à notre époque troublée. Autrefois, dans les campagnes, la communauté familiale était une véritable institution. La grande ville détruit la famille. Or « la famille reste aussi l'unité biologique de la société moderne. Elle donne aux enfants leur personnalité, leur caractère, leur intégrité. Elle s'oppose à la nivellation technocratique ».

A l'école, il faut donner à tous les enfants au départ, le sentiment de valeurs morales communes et les élever dans un esprit commun de solidarité en essayant de créer les mêmes attitudes devant la vie.

Enfin, « les organisations de jeunes doivent être une école de tolérance et de compréhension pour ceux qui pensent autrement ». Il faut enseigner le dialogue.

Ainsi la société pourra évoluer sans secousses violentes.

« La grande vision ».

« Au commencement était un rêve, une nostalgie, un plan, une force. Tout cela ne peut pas avoir disparu. Plan de l'Univers et valeurs sont des concepts qui tôt ou tard devront s'unir. Mais le plan n'a pas été réalisé et les valeurs non plus. Donc, le monde est toujours en marche. Dans ce combat l'homme est présent. Il doit trouver la voix d'action juste... Le jeu réciproque des forces religieuses pourrait être aussi valable que la collaboration des chercheurs et des hommes de science. Un dialogue permanent entre la science et la foi pourrait porter les meilleurs fruits pour l'évolution de la civilisation ».

« La rénovation sociale grâce au corporatisme, l'esprit de communauté du nationalisme, le sentiment de solidarité du fédéralisme mondial doivent être utilisés comme outils dans la réalisation du grand plan. »

« L'Europe est toujours divisée. Nous avons besoin de l'étincelle qui enflamme, de chefs pleins de courage et d'imagination... Il nous faut la rénovation morale, la rupture avec le matérialisme, le saut hardi dans le nouveau, l'inconnu ».

Nous ne pouvons retenir notre admiration devant la grande personnalité de Per Engdahl, la grande étendue de sa culture, l'originalité de sa pensée qui s'attaque à des problèmes si divers. La société corporatiste dont il élabore savamment les structures est un modèle pour l'avenir, le salut hors de l'emprise technocratique.

Mais si nous souhaitons, nous aussi une plus grande égalité sociale, nous devons cependant émettre certaines réserves sur plusieurs principes et vues futuristes de l'auteur.

C'est une véritable révolution sociale que l'auteur appelle de ses vœux. Il abonde dans le sens de la démocratie quand il réclame l'égalité des chances et surtout la culture pour tous, l'objectivité, le respect des idées, le dialogue et l'égalité des droits et des chances pour tous les peuples.

Nous ne nions pas certaines de ces valeurs, mais nous y mettons certaines réserves.

Rien de plus dangereux que la démocratisation de la culture. Nietzsche a bien insisté sur le fait que les cultures se sont toujours appuyées sur des castes, sur des élites. Le jour où la culture devient le bien commun, elle se dégrade, se nivelle, et finit par disparaître. Nous l'avons déjà signalé au sujet de l'art moderne.

En tant que conservateurs, nous voulons au contraire que les valeurs traditionnelles, universelles de la culture occidentales se perpétuent. De même l'auteur n'insiste pas sur la nécessité d'une rénovation morale.

Il faut créer une véritable éducation esthétique et morale. C'est en cela que nous créerons de nouveaux réflexes, de nouveaux comportements.

Rien n'est plus indéfini, plus flasque, que les notions d'objectivité et de respect des idées d'autrui. Quelles idées? En tant que relativistes et pragmatistes, nous affirmons que toutes les idées n'ont pas la même valeur, sinon, c'est la porte ouverte à la subversion. Le monde est fondé sur un principe aristocratique. Nous devons établir des valeurs qui correspondent à une vision vraiment noble du monde en rapport avec l'universelle hiérarchie des êtres et des choses.

Philippe LOUBET

F.-H. LEM

CHRONIQUE DES ARTS

LA PEINTURE ROMANTIQUE ANGLAISE ET LES PRÉ-RAPHAÉLITES

Il n'y a pas d'école anglaise ! Il n'y a que des peintres anglais.

A LORD KENNETH CLARK

Sortant de l'exposition du Petit Palais, j'aurais pu — comme hier sortant d'une exposition de Peinture suisse au Musée d'Art moderne — interpellé un des visiteurs qui se disposait à aller admirer les œuvres des peintres romantiques et préraphaélites anglais : « *Vous allez enfin savoir pourquoi les Anglais font de la peinture anglaise et achètent de la peinture française, — ceux au moins qui ont avec de l'argent quelque goût* ». Mais ce n'eût été là qu'une boutade, autant peut-être que mon titre, cependant plus judicieux en son paradoxal énoncé.

Qui en France connaît la Peinture anglaise, ou pour mieux dire les peintres anglais ? Personne, pas même les professionnels de la connaissance artistique, nos conservateurs de musée, voire nos plus distingués historiens d'art. Et je puis affirmer qu'il est encore plus facile de faire le tour des rayons de nos bibliothèques, où sont rangés les ouvrages consacrés à la Peinture anglaise que ceux, déjà si exigus, à la Peinture espagnole. Il y a pourtant un fossé, que dis-je, un abîme entre ces deux écoles, si, pour la première, école il y a. L'Espagne a donné jour et séjour aux plus grands peintres du monde : Velasquez, Le Greco, Zurbaran, Goya. La Grande-Bretagne

(dire l'Angleterre serait trop restrictif (1), l'Angleterre n'étant qu'un des royaumes unis) à aucun, car ni Constable, ni même Turner — quoi qu'en puissent penser nos tachistes délirants — ne furent de très grands maîtres, non plus que les excellents portraitistes et l'époque géorgienne.

A quoi tient cette assez singulière ignorance, que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (celui de l'esprit après celui des marchandises, l'un conditionnant l'autre) fera peut-être cesser? Il y a d'abord la superbe insularité britannique. Exportant ce qu'elle avait de plus marchand ou de meilleur — ses lainages, son charbon, puis ses machines — la Grande-Bretagne gardait pour elle ce qu'elle avait de moins bon ou d'absolument spécifique. Notre grand musée national, pas plus que nos plus importants musées de province, ne nous a jamais proposé que de rares spécimens de la peinture anglaise. Les manifestations, officielles ou non, qui lui furent consacrées chez nous (2) se comptent sur les doigts de la main. Pour connaître, apprécier, comprendre une forme d'expression artistique, il faut la rencontrer. Or ce que le grand public français a toujours ignoré, de rares amateurs ou spécialistes l'ont-ils mieux connu, grâce à des curiosités moins circonstanciées et de diligentes démarches? Je ne le pense pas. La Grande-Bretagne, disons plus justement cette fois, l'Angleterre elle-même ne l'exhibe pas. Et cela tient, sans doute, aux caractères spécifiques de la société anglaise, à son esprit insulaire, à ses habitudes de particularisme et d'intimité.

La *National Gallery* de Londres est un magnifique mu-

(1) Il convient de dire que le qualificatif « anglais », en son acception la plus extensive, répond à celui de « français ». L'un et l'autre avaient originellement une acception restreinte, pour le premier, aux habitants de la seule Angleterre, pour le second, à ceux de l'Ile-de-France; puis étendu à l'ensemble du royaume britannique et du royaume français, en raison de la primauté politique des deux nations fédératrices, dont la langue prévalut sur celle des autres provinces constitutives de l'unité nationale. En ce sens on peut parler de *peinture anglaise* pour l'ensemble des artistes britanniques.

(2) En 1938, *La Peinture anglaise, XVIII^e et XIX^e siècles*, au Musée du Louvre; en 1947, *William Blake*, à la Galerie Drouin; en 1947-48, exp. org. p. le British Council, *Turner; Fuseli*, à l'Orangerie des Tuileries; en 1953 *Le paysage anglais*, à l'Orangerie des Tuileries; en 1966, *Bonington, un romantique anglais à Paris*, au Musée Jacquemart André.

sée d'art comparatif (3) où les écoles continentales brillent d'un vif éclat, en particulier l'Ecole italienne — ou plutôt les écoles italiennes. Mais si l'on ne visite pas conjointement la *National Portrait Gallery* et d'autres grandes fondations londoniennes, on risque d'ignorer, ou à peu près, ce qui constitue la Peinture anglaise. Londres, métropole immense, et qui fut durant un siècle l'entrepôt de l'univers, capitale d'un Empire (il serait plus juste de dire d'une Emporocratie) un temps sans rival, plus vaste, plus effectif, avec les colonies de la Couronne et ses Dominions, que ne le fut celui d'Alexandre, ou celui de Charles-Quint, — Londres possède de nombreux et admirables musées, d'une richesse insoupçonnée, même de leurs propres conservateurs : musées aussi hétéroclites que furent les immenses possessions britanniques, et dont les réserves dépassent, et de beaucoup souvent, ce que proposent leurs salles d'exposition. Et c'est là qu'il faut aller chercher, si l'on en a le temps et le goût, en se faisant ouvrir tant de portes fermées, les témoignages épars de la peinture anglaise. Il y a aussi, beaucoup plus riches encore, à Londres et surtout dans les Comtés, les collections privées, celles des hôtels particuliers, celles des résidences de la Couronne et de l'aristocratie britannique, certaines recélant d'assez extraordinaires ensembles, dont quelques-uns sont de véritables musées : tels à Knole House, Hatfield House, Bleinheim, Wilton House, Welbeck Abbey, et combien d'autres !

Mais eût-on fait le tour de ces collections nationales, royales, aristocratiques, bourgeoises, en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, s'être fait ouvrir les réserves de la Tate Gallery, — dont les salles d'exposition sont habituellement mobilisées pour d'assez extravagantes manifestations d'avant-garde, — celles du *Victoria and Albert Museum*, — à lui seul un univers, — du *British Museum*, de la *Royal Academy*, du *Courtauld Institute* et de quelques autres, je ne pense pas que cette question — « *Qu'est-ce que l'Ecole anglaise ?* » — puisse trouver ré-

(3) Son Catalogue-guide, aux notices très documentées, a été établi par écoles : textes et albums faisant l'objet de volumes distincts pour chacune d'entre elles.

ponse satisfaisante, et je crains même qu'elle ne devienne de plus en plus problématique. Comme la forêt est constituée par des arbres, l'Ecole anglaise ne serait-elle pas, elle aussi, constituée par les œuvres de ses artistes ? Le hic, c'est qu'il n'y a pas de forêt, seulement un grand parc, où les arbres sont plantés au travers des pelouses, formant, ici et là, quelques étroits bosquets. Il y a eu beaucoup de peintres en Grande-Bretagne, une infinité de petits maîtres, amusants, souvent savoureux, toujours instructifs : illustration et complément de cette littérature descriptive et d'imagination, la plus riche, la plus captivante du monde. Mais ces petits maîtres nous proposent rarement ce que peut et doit nous offrir un tableau de chevalet : œuvre d'art en soi, dont l'élaboration met en jeu toutes les ressources de la technique, jointes à celle de l'esthétique en ses déterminants les plus hauts, les plus larges autant que les plus subtils.

*
**

Bien que l'exposition du Petit Palais, soit fort bien faite, admirablement présentée en un circuit (4), qui se prête mieux qu'aucun autre à la mise en valeur des grandes manifestations concernant l'art d'un pays, celui d'une école ou d'une époque, je ne pense pas qu'aucun visiteur puisse en tirer une impression, une idée, autre que composite, décevante, de ce qu'a pu être la peinture en Angleterre à ces deux périodes, cependant les plus vivantes, les plus brillantes de son histoire : celle des *peintres romantiques* et celle du *groupe préraphaélite*, les deux se succédant, de 1760 à 1870.

Si on réserve la personnalité d'un Constable, d'un Bonington — plus français que britannique par ses attaches, ses contacts, les épisodes d'une courte existence —

(4) Cette fois, sans les « zinzins », qui rendaient si pénible la visite de la remarquable exposition, consacrée au « *Siècle de Rembrandt* ». A l'Orangerie, on n'entend plus le bruit du calorifère. Atténuation sensible, mais insuffisante encore, au Musée Galliéra. Quant aux Galeries du Grand Palais, il reste beaucoup à faire, surtout dans les deux galeries superposées, aménagées dans l'aile en retour sur l'avenue de Selves, pour supprimer le ronronnement, insupportable autant qu'injustifiable, des climatiseurs.

celle d'un Turner — dont la très longue carrière et la complexe originalité exigent d'être considérés à part — et, dans une certaine mesure, celle d'un Rossetti, à ne retenir que l'impression très générale que l'on reçoit de cette succession de 344 peintures et dessins (5), certaines observations s'imposent. Et je dois dire qu'ayant interrogés, sans parti pris aucun, quelques visiteurs, leurs réponses m'en ont confirmé le sens général et l'esprit.

La peinture anglaise, et par extension la peinture britannique, est avant tout une peinture littéraire. J'entends par ce qualificatif la transposition graphique et colorée des données descriptives, narratives, tirées de la littérature historique, et de la littérature romanesque, celle-ci exploitant soit les éléments du folklore, soit les observations de la vie contemporaine, soit les affabulations de l'histoire. Ce qui constitue à la fois son intérêt et sa faiblesse : c'est que, en dehors d'un registre plus ou moins ésotérique, tel celui utilisé par William Blake et certains préraphaélites, elle touche un très large public, s'ouvrant, sans aucune limitation, aux plaisirs que procure l'image, qu'elle soit populaire, religieuse, humoristique ou plus simplement publicitaire. Cela va des calendriers et almanachs à l'imagerie pieuse, passant par toutes les variétés d'illustrés aux divers secteurs et échelons de la chose imprimée et de la bibliophilie, couvrant le canevas d'une littérature de divertissement qui s'accommode si bien du pittoresque quand elle ne l'exige pas : au pays béni des philatélistes, des amateurs de *Christmas cards*, de *sporting prints*, de ces *chromos*, qui enchantèrent notre enfance, au pays qui inventa les *magazines*, et dont les touristes voyagent encore avec leurs valises constellées d'étiquettes multicolores.

En tous les pays du monde, et avant même l'invention de l'imprimerie, furent associés textes et images en une subordination alternée, tantôt l'image expliquant le texte, tantôt l'image servant le texte. Mais si en tous les pays du monde ayant recours aux moyens d'expression gra-

(5) Analysés en un très beau catalogue, qu'il convient de signaler à l'attention des visiteurs voulant voir cette exposition complexe avec profit, en garder un document évocateur et explicite.

phiques, cette association étroite de la pensée conceptuelle et de l'image concrète est constante, à l'origine même de la peinture — moyen d'expression autonome, jamais plus qu'en les pays nordiques, Pays-Bas germaniques et surtout Grande-Bretagne, cette association originelle ne fut et n'est restée aussi étroite : ayant, sur ce plan et par ses produits, exercé une incontestable influence à travers tout le monde moderne. Cela tient au tempérament, aux habitudes mentales, à la psychologie profonde, qui sont à la source du langage, de ses spécificités ethniques et historiques.

Pour en rendre compte de manière satisfaisante il conviendrait de se livrer à des observations comparatives, d'ordre philologique, montrer comment plus une langue est synthétique, concrète autant dans sa terminologie que dans sa morphologie, plus elle excelle à susciter, à suggérer des images, mais des images faisant corps avec le discours et ses articulations. Par contre, lorsqu'une langue est analytique, propre à l'abstraction, et à l'élaboration des idées plus qu'à l'énoncé du réel, plus cette langue, réservant le domaine de l'appréhension concrète, ménage de possibilités à l'élaboration des moyens d'expression plastiques, dont la signification et la portée universelle transcendent le langage verbal : langage conceptuel en son essence, particulariste en son audience. C'est au fond, et se retrouvant toujours, le conflit du *réalisme et du nominalisme*. Celui des attitudes mentales qui peuvent en dépendre, selon que l'on opte pour l'un ou pour l'autre et que, surtout, l'on accorde plus à l'un qu'à l'autre, les deux pôles antithétiques de la pensée et de ses modalités d'expression étant, en fait, indissociables.

Ainsi l'on comprend fort bien qu'en sa structure sociale et mentale la Grande-Bretagne ait pu donner essor à des individualités, bien plus qu'à des écoles et des mouvements artistiques s'ordonnant à partir de certains postulats. Si dans une certaine mesure les peintres anglais ont excellé dans l'art du portrait, — encore le firent-ils après avoir reçu les leçons d'illustres émigrés, Holbein, Van Dyck et d'autres moins célèbres, venus à diverses époques des Flandres, d'Espagne, de France, d'Italie, travailler à

la Cour d'Angleterre et pour l'aristocratie britannique, — cela est conforme aux aptitudes de la nation. Si nombre de ces peintres furent des animaliers de qualité, tels Garrard, Stubbs, Ward, Brown, Morland, Landseer..., à s'en tenir à ceux que nous montre la présente exposition, c'est pour les mêmes raisons. Et si en quelque genre que ce fût, ces mêmes peintres manifestèrent un réalisme souvent savoureux, tel Hogarth, et tant de petits maîtres dont cette exposition nous révèle les œuvres (6), c'est toujours pour les mêmes raisons.

Mais outre ces données, qu'on peut qualifier de spécifiques par les tendances auxquelles elles répondent, la peinture, en Angleterre, considérée en tant que moyen d'expression, offre un autre aspect, celui-ci beaucoup plus homogène que son visage anecdotique. Il a trait à la pratique du métier, dans lequel ses artistes excellèrent et continuèrent à exceller à une époque, où sur le continent la perte de la tradition artisanale dans les ateliers se faisait nettement sentir. Les peintres anglais furent toujours considérés comme formant un secteur insulaire de l'Ecole flamande et néerlandaise. On sait toutes les discussions, plus ou moins stériles car mal orientées, relatives aux origines et aux développements de la peinture à l'huile : sur la primauté des Flamands avec les frères Van Eyck. Il y a eu abondance de publications sur le sujet, assez peu familier, toutefois aux historiens classiques de la peinture, qui furent toujours, et encore aujourd'hui, sollicités par les problèmes d'iconologie et de style, bien plus que par l'étude des facteurs techniques, si étroitement liés cependant aux facteurs esthétiques, permettant de mieux élucider les problèmes de style et de chronologie.

Il est à peu près incontestable que les Flamands furent au xv^e siècle les initiateurs en ce domaine, élaborant les bases d'exécution du tableau à partir d'excipients et de véhicules oléo-résineux, donnant à l'art de peindre des possibilités qui échappaient aux artisans de la *tem-*

(6) Pour la plupart de ses visiteurs cette exposition est, en fait, une révélation : y compris nombre de visiteurs anglais venus spécialement à Paris pour la voir.

pera, voire aux utilisateurs de couleurs broyées à l'huile, sans un médium capable de leur conférer la ductilité, la transparence, les temps de dessiccation accélérés, qui devaient permettre aux Van Eyck et à leurs successeurs d'élaborer ces chefs-d'œuvre de limpidité et d'éclat, d'introduire dans leurs œuvres ces valeurs chromatiques qu'aucun autre procédé n'avait jusqu'ici permis d'obtenir. C'était un peu comme l'introduction dans l'orchestre symphonique *du quatuor* à cordes, avec ces instruments auxquels les grands luthiers italiens du XVII^e siècle avaient donné avec leur structure définitive, des qualités de résonance, de timbre, apportant au discours musical sa plénitude, sa flexibilité, ses nuances les plus pénétrantes, ses plus beaux accents.

Or, après l'explosion du Siècle d'or dans les Flandres et en Hollande, au XVII^e siècle, après les floraisons résultant des greffes opérées en Italie du Nord, à Venise, en Espagne, à Séville, en France, à l'époque classique et jusqu'au XVIII^e siècle, qui devait connaître ces maîtres prestigieux du pinceau que furent Watteau, Chardin, Fragonard et leurs émules, — l'apparition à la fin du siècle de l'école néo-classique devait, un peu partout en Europe, voir, avec une évidente décadence sur le plan esthétique, une perte certaine et corrélative du métier traditionnel de la peinture. Les causes en furent complexes, diverses : affaiblissement de la conscience corporative ; académisme desséchant en ce qu'il avait de trop intellectuel, l'idée prenant le pas sur la réalisation ; fausse conception de l'antiquité classique, sous l'influence de l'antiquomanie, qui sévissait à la suite de nouvelles campagnes de fouille entreprises sur le site des cités campaniennes ensevelies sous les cendres du Vésuve ; négligence du métier, qu'aggravèrent certains « progrès » techniques, qui devaient aboutir à l'industrialisation dans la préparation des supports et des couleurs ; pratique commode et décadente de l'huile mélangée à l'essence de térébenthine comme médium, sur des fonds n'ayant pas fait l'objet de préparations adéquates. Tout cela devait aboutir à la décadence générale du métier de peintre de chevalet, entraîner la perte du vocabulaire avec celle du style.

Or il se trouva un pays que son insularité et sa nature même protégeaient de telles atteintes. La Grande-Bretagne était un conservatoire d'usages et de traditions. Ce fut aussi vrai sur le plan social, politique, économique, bien que la Grande-Bretagne devait être la première nation d'Europe où, grâce à ses charbonnages, source d'énergie, la grande industrie allait prendre son essor. Mais cette novation industrielle n'allait pas pour autant modifier ses structures profondes ; celles d'une nation aristocratique, rurale, pastorale, artisanale et marchande. Il se trouva qu'en ce secteur périphérique de l'ancienne Ecole germano-flamande, peintres, artisans et artistes, conservèrent le plus fidèlement des pratiques, des techniques qui sur le continent étaient en train de se perdre ou de s'abâtardir.

Le fait est capital dans l'histoire de la Peinture moderne, et très peu d'historiens et d'exégètes lui ont accordé une attention suffisante, si ce n'est peut-être Lionello Venturi en son *Histoire de la critique* et quelques publications particulières. Il sut reconnaître l'importance présentée par la permanence d'une certaine tradition dans les ateliers anglais au début du XIX^e siècle, avec l'influence exercée, de ce chef, sur un certain nombre d'artistes continentaux, venus en Angleterre pour y séjourner et y travailler.

J'ai déjà eu l'occasion, dans les pages de cette revue, à propos de Géricault, de Bonington, de dire ce que fut chez les peintres romantiques français l'impact de sensibilité et la leçon que ceux-ci purent éprouver et recevoir des peintres d'outre-Manche. Je ne peux y revenir ici ; ce serait un exposé qui outrepasserait largement les limites imparties à ce compte rendu, et me contenterai de renvoyer mes lecteurs à ces études, y compris aux préliminaires de celles concernant Cézanne, réinséré lui-même en la tradition. Il y eut le voyage d'Eugène Delacroix en Angleterre de 1825, qui fut, pour le moins, aussi fécond sur l'évolution du plus grand peintre français de cette première moitié du XIX^e siècle ; mis à part Géricault, figure éminente dominant son époque, en dépit de la brièveté de sa course, et qui l'eût illuminée sans une fin prématurée, si profondément regrettable. Déjà la présence de

Constable et de quelques autres peintres anglais, *au Salon de Paris de 1824*, dont Bonington et Fielding, avait fait office de catalyseur, amenant le peintre des *Massacres de Chio* à modifier l'économie chromatique de sa toile.

Mais il y eut d'autres témoignages non moins évidents, et significatifs, à commencer par celui de Paul Huet, compagnon de Bonington en sa jeunesse, qui fut, sur la trace de ses prestigieux aînés, le rénovateur du paysage français, ouvrant le chemin à tous les peintres de la Forêt de Fontainebleau, ces Barbizonnais, qui connaissent aujourd'hui un regain de notoriété, à commencer par leur chef de file, Théodore Rousseau, qu'une belle et récente rétrospective, au musée du Louvre, a remis sous les yeux des amateurs de peinture : les vrais, ceux pour qui la peinture est un langage, le plus universel des langages, et non un rébus.

Si ces peintres romantiques anglais, dont l'exposition du Petit Palais ne nous livre, malgré sa richesse, qu'une sélection (7), si tous ces peintres, à des niveaux distincts, doivent figurer dans les archives de la peinture européenne, en raison de l'influence exercée sur la sensibilité et le goût, au début du siècle dernier, cette influence ne devait pas cesser pour autant, et les échanges continuèrent à s'opérer à travers la Manche. La guerre de 1870 et ses préludes devaient engager un certain nombre de peintres français — dont quelques-uns allaient jouer un rôle considérable dans l'avènement d'une nouvelle école, celle dite impressionniste — à aller chercher refuge à Londres, refuge qui fut aussi pour eux occasion d'enseignement.

Et c'est ici que devait intervenir, avec l'influence des

(7) En voici la liste alphabétique : celle adoptée au catal., où j'aurais préféré une présentation méthodique et chronologique. Pour les romantiques : *Barry, Blake, Bonington, Calvert, Collinson, Constable, Cotman, Cox, Cozens*, tous les trois remarquables aquarellistes à nommer avec *Fielding, Girtin, Lanseer, Towne et Crome, Dadd, Danby, Dyce, Etty, Flaxman, Fuseli* (qui fut Suisse d'origine), *Garrard, Haydon, Von Holst, Louthembourg* (le Joseph Vernet anglais), *Maclise, Martin, Morland, Mortimer, Mulready, Palmer, Philips, Runciman, Ruskin, Scott, Severn, Stothard, Stubbs, Turner, Ward, Westall, Wilkie, Wilson, Wheight*. Et mis à part les grands portraitistes géorgiens, figurant à cette exposition : *Gainsborough, Lawrence, Raeburn, Reynolds, Romney*, lesquels peignirent, aussi, de remarquables tableaux de composition et des paysages.

maîtres de l'époque romantique toujours vivante, celle plus particulière d'un artiste qui est une des figures les plus originales de toute la peinture anglaise, si elle n'en est pas la plus grande : Turner. Il est inutile de revenir sur les éléments d'une biographie, dont la notice au catalogue de l'Exposition du Petit Palais nous donne les circonstances essentielles, sans toutefois nous en révéler les plus occultes. L'impact sur l'optique et sur l'écriture picturale d'un Monet, d'un Sisley, d'un Pissaro, d'un Renoir est évident. Il le sera plus encore sur d'autres peintres, qui feront, eux aussi, mais plus tard, le voyage d'Angleterre et iront sur les bords de la Tamise chercher un renouvellement de leur inspiration : ceux qu'on nommera *les Fauves*. Et sur ceux, si près de nous que l'on qualifie de *tachistes*, aux limites mêmes où l'art de Turner, en ce qu'il avait d'évanescant, abdique au bénéfice de la couleur ce que la peinture doit avoir d'abord et d'essentiellement plastique : ce à défaut de quoi elle est condamnée à n'être plus qu'un jeu incertain, pareil à celui de ces musiques atonales, modulant indéfiniment, sur des thèmes invertébrés, ce qui n'est plus *discours* musical mais variation monotone, à traiter par les ordinateurs.

*
**

Quant aux préraphaélites (8) — Brown, Burne Jones, Holman Hunt, Millais, Rossetti — il convient seulement d'en dire quelques mots. Avec tout le contenu littéraire anecdotique de la peinture anglaise, se renouvelant au contact des primitifs italiens, vus par leur aspect le plus extérieur, ces peintres, groupés en confrérie sous l'influence des conceptions socio-esthétiques de Ruskin, constituent une entité distincte et leur présentation s'accommode mal d'un programme d'exposition cyclique. Ils ne furent pas, en dépit de leur volontaire isolement, sans exercer, à leur tour, une certaine influence, mais elle sera d'ordre intellectuel bien plus que pictural. C'est sur les

(8) Cette section consacrée aux préraphaélites constitue une excellente introduction à l'exposition voisine, qui s'est ouverte aux Galeries du Grand Palais, consacrée aux *Symbolistes et Surréalistes belges*.

symbolistes et les surréalistes qu'elle opérera avec retardement : peintres littéraires, même en leurs occasionnelles réussites ; illustrateurs, scénographes souvent talentueux mais donnant plus à bavarder qu'à motiver des émotions esthétiques effectives. La mode en a passé, comme passent tant de divertissements éphémères, dont le seul mérite réside en « cet élément de surprise », qu'il ne faut jamais confondre avec le saisissement que provoque, bouleversant mais inoubliable, le contact avec une authentique création.

F.-H. LEM.

En Souscription

LES SEPT COULEURS, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Tarmo KUNNAS

DRIEU, CELINE, BRASILLACH
et la
TENTATION FASCISTE

*Thèse présentée pour le Doctorat d'Etat
devant la Faculté des Lettres
de l'Université d'Helsinki*

*La première importante étude universitaire
sur les trois grands écrivains français de l'entre-
deux guerres et sur leur place dans la littérature
européenne du XX^e siècle.*

UN OUVRAGE DE REFERENCE

Un volume in-8^o de 320 pages avec une importante
bibliographie, un index, et un appareil de citations...

Prix de souscription jusqu'au 15 avril : 24 F

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM

ADRESSE

désire recevoir exemplaires de Tarmo Kunnas :
Drieu, Céline, Brasillach...

Ci-joint F en mandat, chèque bancaire ou
virement à notre compte postal, **Les Sept Couleurs,**
2182.19 Paris

Signature :

En Souscription

LES SEPT COULEURS, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Julius EVOLA
Les hommes
au milieu
des ruines

Le célèbre essai politique du grand philosophe italien, présenté pour la première fois au public français.

Un volume in-8^o carré de 256 pages

Prix de souscription jusqu'au 30 avril : **20 F**

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM

ADRESSE

désire recevoir exemplaires de Julius Evola :
Les hommes au milieu des ruines.

Ci-joint F en mandat, chèque bancaire ou virement à notre compte postal, **Les Sept Couleurs**, 2182.19 Paris

Signature :

DEPUIS 21 ANS RIVAROL

hebdomadaire de la fidélité et de l'espoir combat
pour une France propre dans une Europe unie

En vente partout le numéro : 2,50 F

Spécimen sur demande à :

Rivarol, 354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})